

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 170

MONTRÉAL, LE LUNDI 24 JUILLET 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 15

PERSPECTIVES

Et les Turcs?

Devant l'impuissance de l'Occident, la Turquie pourrait-elle se décider à intervenir unilatéralement en Bosnie-Herzégovine? Politique-fiction ou scénario plausible? Voyons-y voir...

Un rêve, un songe, un cauchemar, appelez-le comme vous voudrez: un beau matin, las de l'impuissance et des tergiversations des Britanniques, des Français et des Américains en Bosnie, les Turcs — oui, les Turcs — décident de s'y mettre. A fond, sans faire dans la dentelle...

Cousins d'Orient et d'Islam laïque des Musulmans de Bosnie, les néo-Ottomans arrivent à la rescousse. Partis des bases de Turquie occidentale, ils débarquent sur la côte croate avec 300 000 hommes, 4000 chars et leur escadre de F-16. Puis, remontant en flèche vers l'Herzégovine, ils libèrent Sarajevo, Gorazde, Srebrenica, ne font qu'une bouchée des milices serbes qui, depuis bientôt trois ans, sèment la terreur et roulent dans la farine les puissances occidentales.

D'un seul coup, oubliées les horreurs de l'armée turque au Kurdistan, le procès expéditif contre les opposants trop idéalistes. Les Turcs interviennent en faveur des agneaux contre les loups; ils donnent une leçon de courage et de détermination à l'Occident; ils font même taire leurs propres critiques intégristes par une action en faveur des cousins musulmans. Les Grecs sont en furie; les Serbes humiliés; la Russie fortement contrariée; l'Occident proteste en bloc contre «la méthode». Mais tout passe, et l'Histoire des Balkans change soudain de cours...

Ce scénario fou de politique-fiction a bien peu de chance de se réaliser, bien que l'on dise qu'il a circulé dans certaines officines à Ankara. La Turquie, membre de l'OTAN, s'en tient résolument au multilatéralisme et à la stricte coopération militaire. Elle a un très lourd passé impérialiste dans les Balkans et ne veut surtout pas réveiller les vieux démons. Sur le front intérieur, elle a ses propres chats à fouetter — et elle le fait d'ailleurs sans ménagement — avec les Kurdes.

Mais l'exagération manifeste d'une telle fiction politico-militaire recouvre en elle-même une petite part de vérité.

Très discrète sur le front des Balkans depuis les débuts de la guerre — hormis la présence de 1500 Casques bleus sur les fronts plus calmes comme Zenica — la Turquie, pays de 60 millions d'habitants, deuxième armée de l'OTAN avec ses 500 000 hommes et son million de réservistes, commence à donner de la voix.

Ainsi, la semaine dernière, et en l'espace de quelques jours, un débat très animé a eu lieu au Parlement sur la Bosnie; le chef du gouvernement, Mme Tansu Ciller, y est allée de déclarations très dures sur «l'inaction de l'Occident» et «l'échec des organisations comme l'ONU et l'OTAN»; le président Suleyman Demirel se rendait lui-même en Bosnie y rencontrer ses Casques bleus, ainsi que les directions bosniaque et croate. Lors de la réunion, vendredi dernier à Rabat, de l'Organisation de la conférence islamique sur le thème de la Bosnie, la Turquie a bien fait entendre sa voix pour se joindre au concert d'indignation. Qu'est-ce qui peut expliquer un renouveau militant de la

L'impatience et l'exaspération montent à Ankara

Turquie dans l'affaire bosniaque?

Il y a d'abord l'Histoire, explique M. Bulent Aliriza, spécialiste de la Turquie au Council for International and Strategic Studies (CSIS) de Washington, «qui force le parallèle entre les Musulmans "par excellence" que sont les Bosniaques et les Turcs. Dans les deux cas, il s'agit de synthèses laïques de l'Orient et de l'Occident. Ce qui explique la grande sympathie de la cause bosniaque en Turquie». De plus, quelque 3 millions de citoyens turcs sont d'origine balkanique slave: «Ils forment un lobby important dont on doit tenir compte», dit M. Aliriza.

Il y a ensuite «le facteur islamique», qui progresse en Turquie et menace les fondements de la République, basée depuis les années 20 sur une stricte séparation de la politique et de la religion. Les organisations intégristes — en particulier le Parti de la prospérité qui a conquis électoralement les grandes villes du pays en 1993 — sont à la tête d'une campagne menée tambour battant pour une intervention directe de la Turquie en faveur des Bosniaques musulmans.

«Mais les élites restent essentiellement liées à leurs engagements envers l'OTAN», observe M. Aliriza. De plus, «une action trop militante pourrait être interprétée comme un alignement de la politique sur la religion, ce qui est hors de question en Turquie». Enfin, «le passé de la Turquie dans les Balkans est tel qu'une intervention directe jetterait de l'huile sur le feu d'une façon catastrophique». On n'a pas de peine, par exemple, à imaginer la réaction des Grecs...

Pourtant, dans un article paru mardi dernier dans *Hürriyet*, Mümtaz Soysal, commentateur politique fameux et ministre des Affaires étrangères jusqu'au début de cette année, saisissait au vol les propositions de la France au cours des deux dernières semaines: «Il faut réfléchir sérieusement à la possibilité d'une coopération bilatérale franco-turque dans la crise bosniaque, qui mettra en œuvre des activités communes en dehors des mécanismes retardateurs des Nations unies, de l'Europe et même de l'OTAN.»

Que de telles propositions circulent désormais ouvertement, et sous d'aussi prestigieuses signatures, est le signe indéniable que l'exaspération monte... et qu'une nouvelle détermination à agir se fait jour au pays d'Atatürk. Mais jusqu'où cela ira-t-il?

INDEX	MÉTÉO
AgendaB6	Montréal
Avis publicsB4	Ensoleillé.
ClasséesB5	Max: 28
CultureB8	Québec
ÉconomieB2	Dégagement le matin
ÉditorialA6	ou tôt en après-midi.
Le mondeA1	Max: 27
Mots croisésB4	Détails en B4
Les sportsB5	

L'ENTREVUE

Betty Goodwin et l'expérience du temps

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

Un capharnaüm au ministère de l'Environnement

PAGE A 2

LES ACTUALITÉS

Les Gazelles du désert

PAGE A 3



Greenpeace est en ville



PHOTO ROBERT SKINNER

LE MOBY DICK, navire de l'organisation écologiste Greenpeace piloté par Margreet Bunnyk (sur le pont), est arrivé dans le port de Montréal hier en vue d'une tournée des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Le navire quittera Montréal samedi prochain et participera à des manifestations de sensibilisation sur les problèmes de pollution des eaux.

Au delà de la prison

Un échec, la réhabilitation des criminels? Pas toujours, raconte le documentaire de la cinéaste Lina B. Moreco

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Dans l'enfer que constitue la vie carcérale, quelqu'un lui ayant refilé un livre sur les pratiques zen, Guy a commencé à méditer; histoire d'abolir le temps qui s'enroule là-bas sur lui-même. Un jour, il eut une sorte d'illumination, cessant de voir les murs de sa cellule à Archambault. À leur place, Guy a regardé se dérouler le fil de son existence. Alors, il a compris que s'il n'était pas capable de s'évader de sa cage intérieure, libéré ou non, il demeurerait en prison toute sa vie. C'est là que Guy a décidé de changer.

Mais va changer quand tu purges tes douze années fermes de pénitencier pour meurtre, quand pour dynamique d'ambiance, ta vie sociale est marquée par les affrontements des clans rivaux, les jeux de pouvoirs des détenus, le qui-vive incessant, quand tu ne sais jamais qui essaiera de t'arracher la tête au détour du corridor, quand tu es un franc-tireur sans la protection des caïds du lieu. Du meurtre qui lui a valu à

19 ans un peine de «perpète», Guy a tout oublié, trop «gelé» pour savoir pourquoi et comment il a poignardé de tant de coups de couteaux deux transsexuels, dont un seul est sorti vivant. Mais il peut me raconter son passé de

VOIR PAGE A 8: PRISON



PHOTO JACQUES NADEAU

Guy, en compagnie de la cinéaste Lina B. Moreco

Des renforts pour Sarajevo

Des unités de la Force de réaction rapide marchent sur la capitale bosniaque

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Sarajevo — Marcher sur Sarajevo: tel est l'ordre que Sdes unités d'artillerie de la Force de réaction rapide (FRR) européenne ont reçu, hier, pour aller protéger les Casques bleus qui s'y trouvent.

«Des éléments de la brigade multinationale ont reçu l'ordre de se déployer pour renforcer Sarajevo», a déclaré hier le lieutenant-colonel Chris Vernon, porte-parole de la FORPRONU.

«Leur mission est de riposter aux attaques contre Sarajevo. Je ne peux pour l'instant préciser le nombre des troupes ou le moment du déploiement. L'important est que l'ordre ait été formulé.»

Cet ordre, qui coïncide avec un nouvel avertissement envoyé aux forces serbes de Bosnie, survient à la suite d'un week-end au cours duquel deux Casques bleus français ont été tués par un obus serbe, tandis que les attaques serbes se poursuivaient sur divers fronts, notamment ceux de Bihac et Sarajevo.

Selon des sources onusiennes, des éléments britanniques de la FRR basés à Vitez (Bosnie centrale) feraient partie de ce déploiement de forces près de la capitale bosniaque.

«Les Britanniques sont en route. Leurs canons légers

VOIR PAGE A 8: RENFORTS

À Montréal

Une année en or pour le tourisme

RACHEL DUCLOS
LE DEVOIR

La saison touristique bat son plein comme jamais à Montréal: les hôtels sont remplis et les sites touristiques fracassent les records de fréquentation établis l'année dernière.

Les touristes, Américains, Français et Québécois, en majorité, s'approprient la ville. Ils viennent voir, surtout, le Montréal animé, mais aussi le Montréal historique et le Montréal vert. «Ce qui est important, ce sont les événements», dit Pierre Bellerose, directeur de la recherche et du développement à l'Office des congrès et du tourisme de grand Montréal. L'animation urbaine de Montréal est unique en Amérique du Nord. Il parle du Festival de jazz, du Festival Juste pour rire, mais aussi des spectacles au parc Lafontaine, et des feux d'artifice.

Le beau temps de juin et du début de juillet a favorisé tous les secteurs du tourisme. Les visiteurs ont profité de la chaleur sur les sites en plein air mais sont également allés se rafraîchir les idées dans les musées climatisés.

VOIR PAGE A 8: TOURISME

Grands Feux Loto-Québec

La chute et l'envolée



RÉMY CHAREST

Des feux d'artifice, on en avait vu toutes les fins de Carnaval et tous les 24 juin et 1er juillet que le calendrier amène. Mais des feux comme ceux qui ont inauguré les Grands Feux Loto-Québec, samedi soir, au pied, autour et au-dessus de la chute Montmorency, ça, on n'en avait vraiment jamais vu.

Le maître-artificier italien chargé du premier spectacle, Nicolas Parente, déclarait hier, en plein préparatifs, que l'on aurait droit à des feux «haute couture», parce que faits sur mesure pour le remarquable mais difficile site mis à la disposition de sa compagnie. Ce n'était pas une faveur, mais bien une obligation: l'amphithéâtre naturel de la chute ne permet absolument pas la récupération d'un spectacle traditionnel, fait sur le plat devant le rideau noir de la nuit.

Les attentes étaient grandes, en tout cas, alors que plus de vingt mille personnes arrivaient dès le début d'un samedi après-midi ensoleillé vers le parc Montmorency, les terrains avoisinants et même, le Saint-Laurent et l'île d'Orléans, pour trouver le meilleur point d'observation possible. Des dizaines de bateaux de plaisance pouvaient regarder le mouvement massif des voitures, vélos et piétons qui arrivaient au coucher du soleil pour s'installer dans les quelque 7000 sièges des estrades ou dans les

VOIR PAGE A 8: CHUTE

• LES ACTUALITÉS •



Les flammes ravagent depuis vendredi la forêt des environs du monastère d'Agios Nicolaos, à Pendeli, au nord-est d'Athènes, en Grèce. L'élément destructeur a ravagé 6000 hectares de forêt, envoyé une dizaine de pompiers à l'hôpital et détruit vingt-cinq maisons.

La Grèce sous les feux

L'incendie du Pentélique maîtrisé

Athènes (AFP) — L'incendie géant qui a ravagé ce week-end le mont Pentélique, au nord-est d'Athènes, était circonscrit hier soir mais la surveillance des zones sinistrées devait se poursuivre toute la nuit, ont indiqué les autorités grecques.

«Tous les fronts sont maîtrisés», a déclaré de la soirée le chef des pompiers grecs, Nikos Alevizakis, indiquant que seuls «un petit nombre» de foyers résiduels brûlaient encore. Après trois jours de lutte, les principaux fronts ont été brisés en début de soirée.

Les 1300 hommes engagés resteront sur place pour prévenir toute reprise pendant la nuit, a précisé la cellule de crise.

La surveillance de la région doit également être assurée à partir d'aujourd'hui par six hélicoptères envoyés en renfort par l'Allemagne.

Selon un premier bilan officiel, en retrait sur les estimations des élus locaux, le feu a détruit au moins 4000 hectares de pins et brûlé une cinquantaine de maisons. Vingt-trois personnes, surtout des pompiers, ont été légèrement blessées.

Un autre incendie violent qui s'est déclenché samedi sur les côtes nord du Péloponnèse, près de la localité d'Aigion, continuait de brûler hier soir sur une surface forestière d'environ 1000 hectares, mais sans menacer directement des zones habitées.

Les appareils qui avaient participé dans la journée à la lutte contre le feu en Attique — cinq Canadiens grecs, deux italiens et un fokka français — ont effectué plusieurs opérations sur cet incendie en fin d'après-midi, et doivent y être affectés aujourd'hui, selon la cellule de lutte anti-incendies.

Aéroports canadiens

Le personnel de sécurité tourne en rond

Halifax (PC) — Les membres du personnel affecté à la sécurité dans les principaux aéroports du Canada se marchent littéralement sur les pieds et perdent du temps à des routines secondaires comme la surveillance des barrières de sécurité.

Lorsqu'il s'agit de contrer la menace du terrorisme, «la philosophie du plus possible» se traduit par du gaspillage d'argent et des actions dispersées, conclut une étude du gouvernement fédéral.

Quatre et parfois même cinq personnes d'unités différentes patrouillent autour des barrières de sécurité, une mesure considérée comme secondaire, signale-t-on.

On admet généralement, chez les membres du personnel policier des aéroports, que les ressources sont abondantes. Un groupe témoin d'anciens et d'actuels employés de la sécurité dans les aéroports a d'ailleurs estimé qu'un service efficace pourrait être assuré par 40 % des effectifs actuels, souligne l'étude.

C'est davantage la politique que la menace réelle qui explique le système actuel mis en place pour prévenir d'autres tragédies comme celle d'Air India. Mais comme nous enrons dans la dernière moitié des années 90, nous devons remettre en question les mesures de sécurité qui ont été prises à la suite de cette tragédie, soutient l'étude.

Il y a dix ans, une bombe avait provoqué l'écrasement d'un appareil d'Air India au-dessus de l'Atlantique, tuant les 329 passagers à bord. L'appareil se dirigeait depuis Toronto et Montréal vers New Delhi et Bombay. Selon la Gendarmerie royale du Canada, l'engin explosif avait été

placé dans l'appareil par des terroristes sikhs. Une cérémonie marquant l'anniversaire de cette tragédie a eu lieu il y a deux semaines.

A Ottawa, on semble avoir l'impression que les Canadiens ne demandent rien de moins qu'un système de transport où le risque est nul, mais les auteurs de l'étude affirment ne pas avoir eu cette impression lors des entrevues qu'ils ont menées auprès des gens de la rue.

«Le public reconnaît que les systèmes de sécurité ne peuvent être efficaces à 100 %», L'étude a par ailleurs permis de mettre le doigt sur d'autres problèmes:

■ 7,4 millions \$ ont été dépensés pour aménager des bureaux de la GRC dans des aéroports nationaux même s'il était clair qu'ils allaient finalement être relevés de cette tâche;

■ 78 % des membres du personnel de sécurité de Transports Canada et 55 % des membres de la GRC affectés à la sécurité dans les aéroports estiment ne pas avoir une formation suffisante;

■ chaque officier de la GRC affecté à la sécurité dans un aéroport dispose d'une automobile bien que 65 % de son temps se passe en patrouilles à pied.

Mis à part les coupes, l'étude suggère de retirer les agents de la GRC des aéroports et de les redéployer dans des endroits plus stratégiques.

Selon des responsables, des mesures ont été prises pour réduire les coûts. «Nous avons éliminé le doublement qui existait dans certains secteurs», a affirmé Jean Barrett, des opérations de sécurité à Transports Canada.

Capharnaüm à l'Environnement

Le MEF doit mettre de l'ordre dans sa maison s'il veut réduire de 50 % le volume de déchets d'ici l'an 2000

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR

La confusion règne au ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) en matière de gestion des déchets et le gouvernement du Québec doit s'empresser de mettre de l'ordre dans sa maison s'il veut réduire de 50 % le volume de déchets d'ici l'an 2000, conformément à l'objectif fixé par la Politique de gestion intégrée des déchets solides, adoptée en 1989.

C'est la recommandation, plutôt inhabituelle, contenue dans un rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant le projet d'établissement, par la compagnie de Pavages Maska, d'un dépôt de matériaux secs (DMS) à Saint-Pie, sur le site d'une ancienne carrière. Une commission, présidée par M^r Pierre Renaud, devait examiner le premier projet de DMS soumis au processus d'évaluation et d'examen des impacts depuis l'adoption, en 1993, de la Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets.

Évaluant le projet à l'aune de la Politique de gestion intégrée des déchets solides, qui n'a qu'une valeur incitative mais à laquelle tant les citoyens que le promoteur souscrivent, la Commission entendait ainsi poser des balises pour l'évaluation future de projets similaires.

«Manque de cohérence»

Mais tout en recommandant au gouvernement l'acceptation du projet, moyennant certaines bonifications, le rapport fait état du «manque de cohérence de la réglementation sur les déchets».

Il est ainsi apparu clairement, durant l'audience publique du printemps dernier, que l'objectif de réduction à la source des déchets, le recyclage, la valorisation et l'élimination rencontrait de sérieux obstacles au niveau des lois et règlements.

Le Règlement sur les déchets solides, qui date de 1978, est à maints égards désuet, ainsi que l'a lui-même souligné le MEF dans sa Politique de gestion de 1989.

«Depuis ce temps, le gouvernement reconnaît que ce règlement est désuet, il ne s'est pas désavoué, et cette position a été réitérée lors des audiences», ajoute Me Renaud.

La version technique, datant de mars 1994, d'un nouveau Projet de règlement sur les déchets solides, toujours en cours d'élaboration, a servi de référence à la commission pour se dépeindre de ce véritable capharnaüm légal, où le MEF lui-même ne s'illustre pas par sa cohérence.

Ainsi, s'appuyant sur le Règle-

ment sur les déchets solides toujours en vigueur, malgré la reconnaissance de son caractère suranné, le MEF a d'abord refusé au promoteur d'intégrer au site d'enfouissement les opérations d'entreposage, de tri et de concassage. Cette proposition de Pavages Maska s'inspirait pourtant de la Politique de gestion intégrée des déchets solides.

En relocalisant les activités de récupération à la périphérie de la carrière, la firme œuvrant dans le domaine de la construction, qui cherche à récupérer et recycler une partie des matériaux provenant de ses travaux de démolition, s'est pliée aux exigences du MEF, qui se dit désormais favorable au regroupement de ces activités sur un même site.

Le MEF s'appuie pour ce faire sur l'article 3 de la Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets, qui permet au gouvernement, lorsqu'il délivre un certificat autorisant un projet de DMS, de fixer des normes différentes de celles prescrites par le Règlement sur les déchets solides.

En ce qui concerne la surveillance et le contrôle des eaux de lixiviation, qui passent à travers les déchets, le MEF impose toutefois au promoteur les dispositions prévues à cet égard dans le Projet de règlement.

Cette confusion n'a échappé à personne lors de l'audience publique, ce qui a incité la commission à aviser le gouvernement qu'il se devait «d'accélérer le processus d'entrée en vigueur des lois et règlements relatifs à la gestion des déchets solides pour normaliser rapidement la situation». Et pour dissiper toute ambiguïté quant aux lois et règlements en vigueur sur cette question, le rapport ajoute qu'entre temps, «le ministère doit, sans délai, émettre une directive générale clarifiant les règles applicables».

Cela s'impose d'autant plus que la confusion sur cette question déborde du cadre du seul MEF. Il a ainsi été précisé pendant l'audience, à la stupeur de tous, que les articles 40 et 41 de la Loi sur la voirie interdisent la localisation d'un dépôt à moins de 150 mètres d'une route entretenue par le ministère des Transports du Québec (MTQ), comme c'est le cas à Saint-Pie.

La recommandation d'approbation du projet par la commission s'est à cet égard appuyée sur la norme visuelle proposée dans le Projet de règlement plutôt que sur cette prescription du MTQ, qui a peu près tout le monde semble ignorer à l'intérieur même du ministère, tout comme au MEF.

Pourtant, selon nos sources, plus de la moitié des DMS au Québec se trouveraient dans une situation non conforme aux prescriptions de la Loi sur la voirie.

EN BREF

MAISONNEUVE-ROSEMONT FERMÉ

(LE DEVOIR) — L'hôpital Maison-neuve-Rosemont profite de la baisse de fréquentation de son service d'urgence (entre 10 et 20 %) à cette période de l'année pour le fermer complètement jusqu'à dimanche prochain et ainsi entreprendre des travaux de réfection. Du coup, les gaines de ventilation seront nettoyées (ce qui n'a jamais été fait depuis l'ouverture de l'urgence), question d'éviter d'éventuels problèmes de la qualité de l'air. On remplacera également l'actuel chauffage électrique par un système bi-énergie (électricité et gaz) plus économique. De plus, la plate-forme de béton par où les ambulances entrent sera imperméabilisée et la peinture des locaux de l'urgence sera rafraîchie. L'ensemble des travaux totalisent un investissement de 120 000 \$. Pendant cette semaine de rénovation, la population devra, pour recevoir des soins d'urgence, s'adresser aux hôpitaux environnants (Jean-Talon, Santa Cabrini, Bellechasse, Saint-Michel) ou aux cliniques médicales ainsi qu'aux CLSC du secteur.

TOGE ET RETRAITE

Toronto (PC) — Un juge de la Cour de l'Ontario conteste devant les tribunaux le fait qu'il soit tenu de prendre sa retraite le mois prochain. En vertu de la Loi sur les tribunaux, le juge Maurice Charles devra quitter la toge parce qu'il aura atteint l'âge de 75 ans. Mais selon son avocat, Me Peter Jarvis, la retraite obligatoire viole les droits constitutionnels de son client à gagner sa vie, à la liberté et à l'égalité. Me Jarvis demande une injonction qui permettrait au juge Charles de rester sur le banc jusqu'à ce que sa cause soit entendue, le 17 août. L'audience sur l'injonction aura lieu la semaine prochaine.

CONCOURS DE MATHS

Toronto (PC) — L'équipe canadienne a remporté deux médailles d'argent et trois de bronze aux 36^e Olympiades internationales de mathématiques, tenues cette semaine à l'Université York, de Toronto. L'équipe nationale de six membres s'est classée au 19^e rang sur un total de 73 pays participants, alors que l'an dernier, le Canada avait terminé 24^e sur 69. Frédéric Latour, de l'Épiphonie, en banlieue de Montréal, a remporté l'une des deux médailles d'argent canadiennes avec un score de 31 points. Son coéquipier Cyrus Hsia, de Toronto, a obtenu un score parfait de 35 points, pour procurer l'autre médaille d'argent au Canada.

Les étudiants recevront leur médaille aujourd'hui à Toronto lors d'une cérémonie au Roy Thompson Hall. C'est l'équipe chinoise qui a le mieux fait lors des olympiades, suivie de la Roumanie et de la Russie. Et un étudiant bulgare de 19 ans a été le seul à trouver «une solution exceptionnelle et créative», selon les juges, à un problème particulier.

POLICIÈRE BLESSÉE

Québec (PC) — Une policière de la Sûreté municipale de Québec a été brûlée au visage au cours de la nuit de samedi à dimanche, par le coussin gonflable de son auto-patrouille. Vers 3h30, elle circulait sur le boulevard Charest, dans le quartier Saint-Roch, lorsqu'à un croisement, une voiture a négligé de s'arrêter au feu rouge. Lors de l'impact, le coussin gonflable a quitté comme prévu son socle afin de protéger l'agente. Mais elle a dû être transportée à l'hôpital, brûlée par la substance qui recouvre le coussin. Deux autres personnes, qui prenaient place dans l'autre voiture, n'ont été que légèrement blessées.

LE PAPE LOUE

LE «GÉNIE FÉMININ»

Castelgandolfo (AP) — Les femmes méritent de participer à tous les aspects de la vie, y compris en matière de religion, a déclaré hier le pape Jean-Paul II, qui s'applique depuis plusieurs mois à imposer le Vatican à la Conférence des femmes des Nations unies qui doit se tenir prochainement à Pékin. Le souverain pontife, qui s'exprimait devant la foule rassemblée devant sa résidence d'été de Castelgandolfo, à environ 25 kilomètres au sud-est de Rome, a évoqué le «génie féminin» et affirmé que «la société et l'Église ont un besoin vital» de l'opinion des femmes. Il n'a fait aucune allusion à l'interdiction pour les femmes de devenir prêtres.

SUR LA ROUTE

Nantes (France) (AFP) — Un homme, témoin du vol de son véhicule dans une rue de Nantes (ouest), a réussi à accrocher le malfaiteur par sa chemise, à travers la fenêtre, et a été traîné sur près de 400 mètres sur le bitume, a-t-on appris hier auprès de la police. Il a été hospitalisé souffrant de graves brûlures. L'incident s'est produit jeudi, quand l'épouse du conducteur, violemment éjectée du véhicule par le voleur, a alerté son mari en criant alors qu'il téléphonait dans une cabine. L'auteur du vol, un mineur, a été interpellé samedi.

PHOTOGRAPHES AMATEURS

Faites bonne impression

Révélez-nous votre plus belle nature en participant au concours de photographie

Les meilleures photos seront publiées chaque mardi dans LE DEVOIR, le plus beau quotidien au monde

(source: The Society of Newspaper Design, 1994). Tous les supports sont admis.

1^{er} prix Un séjour de 2 nuits au Relais et Châteaux L'Eau à la Bouche à Sainte-Adèle, valide pour 2 personnes, d'une valeur de 495 \$
2^e prix Un bon d'achat pour de l'équipement photographique d'une valeur de 400 \$ chez L.L. Lozeau Ltée
3^e prix Un bon d'achat pour de l'équipement photographique d'une valeur de 250 \$ chez L.L. Lozeau Ltée

Les épreuves doivent être envoyées à:

Concours Zoom sur la nature, a/s Le Devoir, 2050, De Bleury, 9^e étage Montréal (Québec) H3A 3M9

Les prix seront attribués par un jury qui sélectionnera les meilleures soumissions à chaque semaine. Le Devoir publiera cette sélection tous les mardis du 25 juillet au 29 août 1995 inclusivement. Les photographes seront acceptés jusqu'au 15 août 1995, le sceau de la poste faisant foi de la date d'envoi. Les gagnants seront avisés par téléphone et devront répondre à une question de connaissance générale. Les participants qui désirent récupérer leurs épreuves doivent joindre à leur envoi une enveloppe de format adéquat pré-affranchie et pré-adressée. En l'absence de cette enveloppe, les photographes seront jetés. Les règlements de ce concours sont disponibles aux bureaux du Devoir. Les finalistes consentent à la publication de leur photo sans aucune autre rémunération.

Breve description du sujet

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Les fac-similés ne sont pas acceptés.

Hôtel-Restaurant
L'Eau à la Bouche
Ste-Adèle, Laurentides

L.L. Lozeau

LE DEVOIR

Mettez-vous à l'ombre

Le chapeau Tilley

- Il protège contre les rayons UV-A et UV-B • Il flotte
- Il s'attache • Il ne rétrécit pas
- Il est lavable à la machine
- Il est à l'épreuve de l'eau et de la moisissure • Il est garanti à vie
- Il est assuré contre la perte



À vous de choisir! Le Tilley est disponible en trois styles et en plusieurs couleurs pour tous les tours de tête. De 45 \$ à 59 \$.

EMBALLAGE-CADEAU GRATUIT!

Tilley Endurables
158, ave. Laurier ouest
272-7791

TÉLÉPHONÉZ POUR OBTENIR GRATUITEMENT UN CATALOGUE DE COMMANDE POSTALE
1-800-465-4249

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Bijouterie
GAMBARDVente et service technique
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville
866-3876
AGENT OFFICIEL ROLEX

Accusé de fraude, abus de confiance et usage de faux

Marcel Lemay
a été organisateur
pour Option LavalKATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'ex-président de la Société de transport de Laval accusé, avec trois autres dirigeants et un commissaire, pour fraude, abus de confiance et usage de faux, a été organisateur pour le parti Option Laval aux élections de 1993.

En effet, Marcel Lemay a apporté son aide à sa fille Nancy qui s'est présentée dans le district de la Concorde là où quatre ans auparavant, il avait lui-même brigué les suffrages. M. Lemay, qui était candidat pour le Renouveau lavallois qui a donné naissance par la suite à Option Laval, venait de quitter le Parti du ralliement officiel représenté par Gilles Vaillancourt.

Invité à commenter, le chef d'Option Laval Jean Rizzuto a tenté de banaliser les liens entre M. Lemay et sa formation politique. «Depuis que l'on a su que des accusations ont été portées contre M. Lemay, ces gens-là ne sont plus à Option Laval. En 1993, il a donné un coup de main à sa fille; il n'était pas dans l'organisation centrale», a-t-il déclaré avant d'ajouter qu'il ne faut pas discréditer l'image d'un parti pour un individu ou un autre.

Marcel Lemay a présidé la Société de transport de Laval (STL) de 1985 à 1989 alors qu'il était conseiller municipal de l'équipe du maire Claude Lefebvre. Le bureau du substitut du Procureur général de Laval a déposé des accusations notamment contre M. Lemay au début de juillet.

M. Lemay aurait entre autres profité de services de fournisseurs de la STL sans avoir déboursé un cent de sa poche. Son automobile aurait ainsi été réparée et il aurait bénéficié des

services d'un électricien pour réaliser des travaux chez lui avec des matériaux électriques. De plus, il aurait accepté que deux employés de la STL effectuent des travaux à son domicile.

M. Lemay et les quatre autres accusés comparaitront le 11 août prochain au Palais de justice de Laval. «C'est le reflet de la mentalité et de l'attitude lavalloises actuelles. Je pense qu'il faut qu'un grand ménage soit fait à l'intérieur de ça. (...) C'est le début de la fin», estime Jean Rizzuto.

Depuis le scrutin de novembre 1993, la stratégie politique de M. Rizzuto a principalement été axée sur la dénonciation de l'administration en place. Bien que M. Rizzuto se soit présenté comme un réformateur, il n'a pas su convaincre l'électorat: Gilles Vaillancourt et ses candidats ont raflé 23 des 24 sièges au conseil municipal.

Selon M. Rizzuto, «ce qu'il faut surtout retenir c'est qu'en 1991, la firme Maheu et Mallette a fait une étude qui a démontré qu'il y avait des irrégularités [à la STL] et le maire Vaillancourt n'a rien fait. Ça, c'est fondamental».

Incidentement, celui qui était conseiller juridique à la STL pendant la période où les supposés actes criminels auraient été commis, Jean-François Martel, est aujourd'hui un des proches du chef d'Option Laval.

M. Martel n'est toutefois pas visé par les accusations portées à la suite d'une enquête de la Sûreté du Québec.

Jean Rizzuto s'empresse toutefois d'indiquer qu'un lieutenant-détective du service des fraudes et du crime organisé de la police de Montréal fait partie de son équipe.



Emmanuelle Tillier, pilote du désert, scrutant l'horizon de la Mauritanie.

Un rallye automobile réservé exclusivement aux femmes

Les Gazelles du désert

Ni les tempêtes, ni les sables mouvants
n'arrêtent la pilote Emmanuelle TillierRACHEL DUCLOS
LE DEVOIR

Ni les tempêtes, ni les sables mouvants n'arrêtent Emmanuelle Tillier, pilote du désert, quand, chaque année, elle se débarrasse de ses livres de comptabilité pour participer au Trophée des Gazelles, un rallye automobile réservé aux femmes de 2500 kilomètres à travers la Mauritanie.

Emmanuelle Tillier est une inconditionnelle du Trophée des Gazelles. Elle n'a pas hésité à prendre une semaine de vacances, la semaine dernière pour venir le promouvoir auprès des Québécois. Ses objectifs: convaincre des «Canadiennes» de se lancer à l'aventure et des entreprises de le commanditer. Il en coûte en effet 50 000 \$ par femme pour participer au Trophée des Gazelles.

Le Trophée des Gazelles, qui existe depuis 1990, est réservé exclusivement aux femmes. De dix à vingt équipes, jusqu'à maintenant des Européennes, se lancent, en novembre, dans cette grande aventure de dix jours. Elles sont couturières, journalistes, comptables. Âgées de 20 à 55 ans, elles sont souvent mariées et mères de famille.

Mme Tillier est directrice administrative d'une entreprise de pièces d'automobiles de Vallauris, dans le sud de la France. Elle s'apprête à participer pour une quatrième année consécutive au Trophée. «Je me "shoote" au trophée», lance-t-elle en riant. Amoureuse du désert et passionnée d'aventure, Mme Tillier. Son mari et ses deux grands enfants l'ont crue folle quand elle a d'abord annoncé son intention de participer au Trophée. «A posteriori, je crois qu'ils sont un peu fiers de moi. Mais ils ne le diront jamais!»

Quand elle parle du Trophée, Emmanuelle Tillier devient intraitable. «Quand on revient, on a pris conscience de soi-même et on appréhende la vie différemment.» Les contacts avec les Maures, «un peuple qui ne possède rien mais qui donne tout», comptent parmi ses meilleures expériences.

Elle prend cependant chaque fois le départ avec un pincement d'appréhension au cœur. «Une fois au départ, on se dit "mais est-ce que je ne suis pas allée trop loin?"»

Car même si les pilotes ne sont pas expérimentées, l'épreuve est extrêmement difficile. Question de prouver aux hommes, qui ont le monopole des courses automobiles, que les femmes peuvent en faire autant?

Le Trophée des Gazelles est une épreuve où il faut faire preuve tant d'endurance physique que d'ingéniosité. C'est l'habileté des concurrentes qui joue et non la qualité des voitures, puisqu'elles sont toutes équipées d'automobiles 4x4 identiques.

Celles qui s'attendent à une simple ballade dans le désert abandonnent d'ailleurs vite la partie. Chaque année, à peu près un équipage n'arrive pas à terminer. Le Trophée des Gazelles n'est pas une course. Les équipages ont 300 kilomètres par jour à parcourir. En chemin, les équipières (deux par voiture), doivent trouver de trois à six bornes, des poteaux de deux mètres avec un drapeau au bout et y inscrire leur numéro de voiture. Plus elles en trouvent, plus elles amassent de points.

Pas de la tarte!

Facile à dire, mais essayer de trouver un simple point, avec la seule aide d'une règle, d'un compas et d'une carte rudimentaire, ce n'est pas de la tarte! Pas d'instruments électroniques pour se repérer pour les femmes, contrairement aux hommes lors du Paris-Dakar.

Sables mouvants, dunes, soleil de plomb, le désert renferme de multiples pièges. Pour Emmanuelle Tillier, pas question de se servir de la radio pour appeler à l'aide, il y a moyen de se débrouiller toute seule. Il lui est ainsi arrivé de se perdre complètement, de rouler pendant 23 heures pour finalement arriver au bivouac à cinq heures du matin, une heure avant le départ suivant. Un jour de rallye consiste généralement, d'ailleurs, en 15 à 18 heures au volant... et à la pelle.

Il arrive parfois que les femmes reviennent bredouilles, après une journée entière de vaines recherches. Les organisateurs ne leur rendent pas la vie facile. «J'ai déjà tourné pendant des heures et des heures autour d'un endroit où le drapeau devait être situé», raconte Emmanuelle, et je ne le trouvais pas. Je me suis arrêtée et repérée exactement avec la carte. Le drapeau devait être en arrière d'un rocher. J'y suis allée et je l'ai trouvé. C'était vraiment vicieux.»

Les règlements sont très stricts. Ainsi, il est interdit de rouler à plus de 30 km/h dans les villages. Interdiction, également, de jeter quoi que ce soit par terre, sous peine d'élimination immédiate.

Emmanuelle participe pour gagner. Elle a déjà remporté des étapes, mais pas l'épreuve. «Cette année, je pars pour remporter le prix.» Mme Tillier compte ensuite se retirer. En pleine gloire peut-être.

Des trekkies traqués

Ottawa (PC) — Ont-ils été téléportés sur la planète Klingon?

Une centaine de fans de la série Star Trek en Outaouais se demandent plutôt si les organisateurs du congrès n'ont pas disparu dans la nature avec la caisse.

Les «trekkies» avaient payé 60 \$ le billet pour un rassemblement qui devait avoir lieu au Centre municipal d'Ottawa. Mais la «grand-messe Star Trek» a été annulée lorsque l'organisateur, The Sci-Fi Zone, a omis de payer au locateur la somme de 3000 \$ avant la date limite du 7 juillet.

Ceux qui se cachent derrière Sci-Fi Zone, Dan Kremer et sa femme Christine, sont introuvables de ce côté-ci de la galaxie. Ils ont débranché leur téléphone et quitté leur appartement à la fin juin, «oubliant» de payer plusieurs mois de loyer, a indiqué la propriétaire. On avait promis aux «trekkies» un buffet froid en compagnie d'invités reliés à l'intergalactique, notamment

Majel Barrett Roddenberry, la veuve du créateur de Star Trek, Gene Roddenberry, mais aussi l'interprète de Lwaxana Troi dans la série Star Trek: the Next Generation.

Linda Heckert, l'une des «trekkies» flouées par Kremer, lui avait parlé au téléphone. Il voulait que le rassemblement soit d'abord conçu «pour les fans, contrairement à ces gros congrès où on en veut seulement à l'argent des participants», a-t-elle raconté. Un autre fan, Brent McLean, explique qu'il n'a rien remarqué d'anormal dans la publicité télévisée ou lorsqu'il a parlé à Kremer au téléphone. Il lui a posté 60 \$ et a obtenu en retour un reçu écrit à la main. Le prix du billet était bien «un peu salé pour un congrès à la bonne franquette», mais bon...

Depuis, Linda Heckert a déposé une plainte à la police régionale et David McLean est en contact avec l'unité des crimes économiques.

Le poisson au menu de l'ONU

Le Canada fait campagne en faveur de règles contraignantes de pêche

LINDA DROUIN
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le poisson sera au menu des discussions aux Nations unies au cours des deux prochaines semaines.

Après deux années de travail, une conférence de l'ONU tentera en effet d'en arriver à un accord pour contrer l'épuisement des ressources océaniques et empêcher que des conflits comme celui qui a opposé le Canada et l'Espagne, le printemps dernier, ne se reproduisent.

La Conférence sur les stocks de poissons migrateurs se penchera au cours des deux prochaines semaines sur un projet de réglementation de certaines pêches comme la morue et le turbot qui migrent entre différents territoires nationaux, ou comme le thon qui évolue en haute mer.

Dans la foulée de son affrontement avec l'Espagne le printemps dernier, le Canada cherchera à faire adopter une clause autorisant les pays côtiers à saisir les navires étrangers qui pratiquent la surpêche en haute mer.

Le Canada souhaite également qu'on établisse un mécanisme obligatoire de règlement des différends.

Le Canada, qui fait activement campagne en faveur de règles contraignantes de pêche dans les eaux internationales, est sujet aux critiques en raison de son refus d'accepter les règles internationales à l'intérieur de sa zone de 200 milles marins.

«Le Canada est le leader d'un groupe d'États côtiers dont la position est

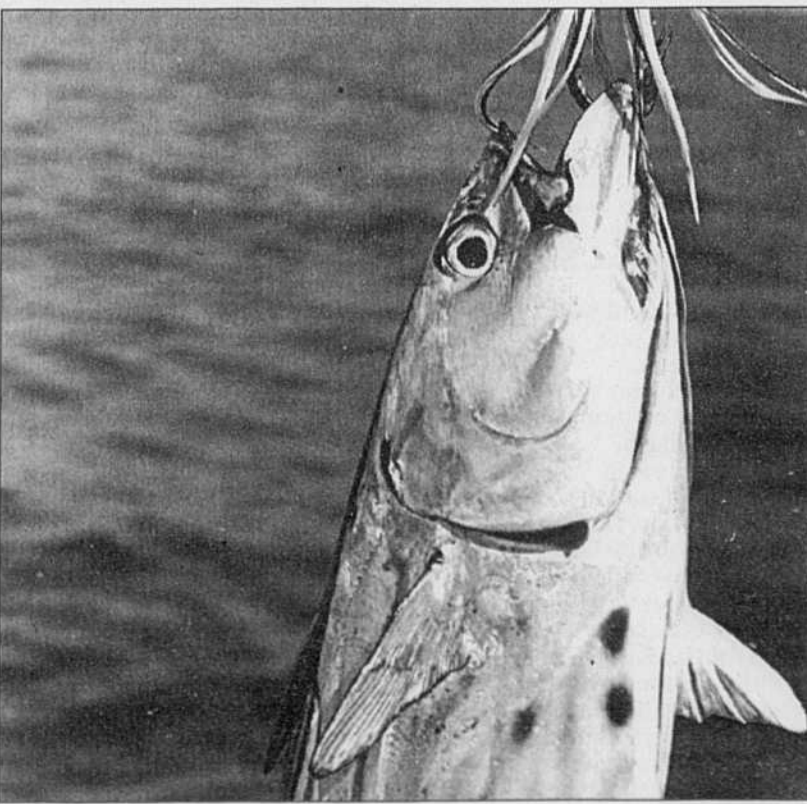


PHOTO ARCHIVES

La conférence de l'ONU tentera d'en arriver à un accord pour contrer l'épuisement des ressources océaniques.

claire: donnez-nous un meilleur contrôle à l'extérieur de la zone de 200 milles mais n'essayez pas de vous mêler de ce que nous faisons à l'intérieur de ces 200 milles», a expliqué Michael McGoignie, professeur de droit environnemental à l'Université de Victoria, dans

un article publié récemment. Selon l'ambassadeur canadien des Pêches à l'ONU, Paul Lapointe, les points de désaccord avec la Communauté européenne ainsi qu'avec d'autres pays ne devraient pas empêcher la conclusion d'une entente à la table de la conférence.

«Ils font valoir leurs arguments mais ils ne pensent certainement pas au Canada lorsqu'ils en parlent», a-t-il déclaré au cours d'une entrevue. «Ils vont probablement en parler dans leurs discours mais je ne crois pas que cela aura quelque influence sur la conférence.»

La position du Canada est qu'il a seul juridiction à l'intérieur de la zone de 200 milles, a dit l'ambassadeur Lapointe. Mais selon Catherine Stewart, de Greenpeace, cette position crée une double norme.

Des pays comme le Canada exigent un traité sur la pêche en haute mer qui comporterait des mesures coercitives sévères, a-t-elle expliqué. Mais s'ils veulent en arriver là, ils devront faire des concessions et accepter que les mêmes mesures s'appliquent dans leur cour, a-t-elle ajouté.

S'ils refusent, le traité pourrait tomber à l'eau, a soutenu la porte-parole de Greenpeace.

La sauvegarde des stocks de poissons a pris les allures d'une véritable croisade au Canada.

Des dizaines de milliers de pêcheurs de la côte sont au chômage à la suite de l'épuisement des stocks de morue et de la fermeture d'usines de transformation du poisson à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse.

En mars dernier, le Canada avait déclenché un affrontement international en arraisonnant le navire espagnol Estai, qui pêchait, à la limite du grand banc de Terre-Neuve, du flétan noir dont les stocks ont énormément baissé au cours des dernières années.

RÉSULTATS		Photo-Québec	
6/49		Tirage du 95-07-22	
9 12 27 30 36 37	Numéro complémentaire: 13	GAGNANTS	LOTS
		6/6 1 5 000 000,00 \$	
		5/6+ 7 118 245,50 \$	
		5/6 298 2 222,00 \$	
		4/6 19 532 64,90 \$	
		3/6 379 796 10,00 \$	
		Ventes totales: 20 702 408,00 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 2 100 000,00 \$	
		Prochain tirage: 95-07-26	
SELECT		Tirage du 95-07-22	
1 8 10 12 27 35	Numéro complémentaire: 13	GAGNANTS	LOTS
		6/6 0 1 000 000,00 \$	
		5/6+ 2 7 492,50 \$	
		5/6 34 293,80 \$	
		4/6 1 320 35,30 \$	
		3/6 19 274 5,00 \$	
		Ventes totales: 651 813,00 \$	
		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$	
Extra		Tirage du 95-07-22	
NUMÉROS	LOTS		
864073	100 000 \$		
64073	1 000 \$		
4073	250 \$		
073	50 \$		
73	10 \$		
3	2 \$		
Extra Super 7		Tirage du 95-07-21	
NUMÉROS	LOTS		
332542	100 000 \$		
32542	1 000 \$		
2542	250 \$		
542	50 \$		
42	10 \$		
2	2 \$		
SUPER 7		Tirage du 95-07-21	
2 10 12 15 23 24 42		Numéro complémentaire: 8	
		GAGNANTS	LOTS
		7/7 1 4 000 000,00 \$	
		6/7+ 2 41 362,70 \$	
		6/7 27 2 680,90 \$	
		5/7 1 671 154,70 \$	
		4/7 37 524 10,00 \$	
		3/7 37 457 10,00 \$	
		3/7 312 335 partic. gratuite	
		Ventes totales: 4 588 842,00 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 2 500 000,00 \$	
		Prochain tirage: 95-07-28	
TVA, le réseau des tirages			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.			

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

CLERGÉ RAPPELÉ À L'ORDRE

Londres (Reuter) — L'archevêque de Canterbury a exhorté samedi le clergé à mieux respecter la morale. Le Dr Carey a souligné que le manque de moralité d'un seul religieux risquait de saper les efforts de centaines d'autres. Un collaborateur de l'archevêque a souligné que cet avertissement n'était pas lié au cas du doyen de la cathédrale de Lincoln, accusé d'avoir eu une liaison avec un beudeu de 32 ans mais acquitté mercredi par un tribunal ecclésiastique. «Un religieux qui abuse d'un enfant ou un responsable chrétien qui abuse de sa position privilégiée de confiance pour écarter quelqu'un d'autre du droit chemin s'ape, avec ce seul acte de trahison, le travail de milliers d'autres religieux dont le comportement est irréprochable», a dit l'archevêque.

ÇA TIRE À BUJUMBURA

Bujumbura (Reuter) — Des tirs ont été entendus hier autour de l'Université de Bujumbura, dans les heures qui ont suivi une attaque attribuée aux milices hutues qui a fait huit morts dans la nuit, rapporte la radio burundaise. D'autre part, une famille de six personnes a été tuée dans le village de Bwiza, près de la capitale. Les huit victimes de Bujumbura sont quatre étudiants, deux appariteurs et deux des agresseurs, tués samedi sur le campus de l'université Kiriri. Trois étudiants ont été blessés. Hier, des hélicoptères militaires survolaient les collines environnantes à la recherche des auteurs de l'attaque et, selon les étudiants, l'armée burundaise a dominé la tutsie a également déployé des unités au sol. Depuis le 11 juin dernier, et une attaque de milices tutsies contre les étudiants hutus, seuls les étudiants tutsis fréquentent encore l'Université.

LA MADONNE CHEZ BENETTON

Civitavecchia (AFP) — Une photographie de la statuette de la madone de Civitavecchia (100 kilomètres au nord de Rome) dans la nouvelle campagne publicitaire de l'habilleur italien Benetton suscite de vifs remous dans la ville fière d'accueillir un miracle présumé de la Vierge Marie, rapporte la presse dominicale italienne. Une statuette de la Madone, achetée près du sanctuaire de Medjugorje en Croatie, et offerte par un prêtre à un électricien de Civitavecchia, aurait pleuré au printemps à plusieurs reprises des larmes de sang, selon plusieurs expertises. L'Église observe cependant une grande prudence sur l'affaire. Sur la photo de la madone qui pleure, le photographe de Benetton Olivero Toscani, a ajouté «Benetton sportssystem».

CHIRAC EN CHUTE LIBRE...

Paris (AFP) — Deux mois après son élection, le président français Jacques Chirac a vu sa cote de popularité diminuer de 15 %, une baisse «sans précédent dans l'histoire de la Ve République», selon le politologue Jean-Luc Parodi, conseiller de l'institut de sondage IFOP. D'après une enquête IFOP publiée par l'hebdomadaire *Le Journal du Dimanche*, M. Chirac a perdu 10 points en juillet, en grande partie à cause de la décision de Paris de reprendre les essais nucléaires. Le président français, qui avait déjà enregistré une baisse de cinq points en juin, passe ainsi sous la barre des 50%. 44% de Français se déclarent «très satisfaits» (9) ou «plutôt satisfaits» (35) du président contre 54% dans le précédent sondage et 59 % en mai.

MAIS FUJIMORI DANS LES SPHÈRES

Lima (Reuter) — Le président péruvien Alberto Fujimori entamera vendredi son second mandat consécutif avec une confortable popularité de 68% d'opinions favorables, si l'on en croit un sondage publié hier. Seuls 24% des sondés se déclarent insatisfaits de la politique menée par le gouvernement, ajoute le sondage réalisé par l'institut privé Apoyo, qui s'appuie sur un échantillon de 503 personnes interrogées à Lima ce mois-ci. L'institut commente ces chiffres en attribuant cette popularité aux succès de la lutte contre le Sentier lumineux. Les prédécesseurs d'Alberto Fujimori ne recueillaient généralement que 20% d'opinions favorables en fin de mandat.

ARAP MOI, UN BOURREAU?

Paris (Reuter) — Amnistie internationale dénonce aujourd'hui les violations des droits de l'homme régulièrement commises au Kenya, précisant que le recours à la torture ou au viol pour obtenir des confessions de prévenus est courant. Le rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme a été rendu public à l'occasion de l'ouverture d'une réunion des États créanciers de la Banque mondiale à Paris. La veille, l'organisation Human Rights Watch avait déjà exhorté les pourvoyeurs de fonds du Kenya à lier l'octroi d'aide autre qu'humanitaire à Nairobi à un plus grand respect des droits de l'homme. Le président kenyan Daniel Arap Moi a par le passé condamné les accusations «injustifiées» portées par Amnistie internationale contre son pays.

GERRY ADAMS PESSIMISTE

Belfast (AFP) — Le leader du Sinn Féin, Gerry Adams, a affirmé hier que sa rencontre secrète cinq jours plus tôt avec le ministre à l'Irlande du Nord Patrick Mayhew n'avait pas permis de débloquer le processus de paix et a de nouveau appelé à l'ouverture de négociations multipartites sur l'avenir de la province. La rencontre secrète «n'a pas permis de sortir de l'impasse mais s'est focalisée dessus», a déclaré M. Adams à la presse. Il s'exprimait à l'issue d'un entretien avec une déléguée américaine qui avait pris part en coulisses aux tractations ayant abouti au cessez-le-feu de l'IRA il y a près d'un an.

LES «SERBES» DE HÉBRON

Jérusalem (AFP) — Le ministre israélien des Communications Shulamit Aloni a estimé hier que les quelques centaines de colons juifs vivant dans la ville palestinienne de Hébron, en Cisjordanie, se comportaient «presque comme des Serbes». «Il faut distinguer entre ceux qui luttent contre ce qu'ils considèrent comme un régime étranger (les Palestiniens) et les colons qui se considèrent comme des conquérants et se comportent presque comme des Serbes», a déclaré Mme Aloni, du parti de gauche Meretz, à la radio d'État. Ces propos ont provoqué la colère des colons de Hébron. Leur porte-parole, Noam Arnon, a tenu à rappeler «que ce sont les Arabes qui se sont comportés à notre égard comme des Serbes en massacrant nos femmes et nos enfants à Hébron en 1929».

Dakar (Reuter) — Jacques Chirac a achevé hier sa première tournée de chef d'État en Afrique par une visite officielle au Sénégal sur laquelle ont une nouvelle fois pesé les événements de Bosnie.

Le chef de l'État français a reçu à Dakar un accueil différé, puisqu'arrivé au cœur de la nuit, il n'a reçu la traditionnelle bienvenue populaire qu'hier matin. Le «Club des Amis de Jacques Chirac», porteur d'une pancarte frappée du slogan électoral «la France pour tous» et du pomier stylisé s'était mêlé aux joueurs de tam-tam et aux milliers de danseuses, de musiciens et de spectateurs sur la place de l'Indépendance.

L'Élysée semble plus ferme sur la démocratisation

Un effort d'originalité avait été fait dans la conception des banderoles, dont l'une proclamait «Chirac pour la lutte contre la drogue». Accompagné du président Abdou Diouf, le chef de l'État français devait d'ailleurs visiter dans l'après-midi un «Centre de sensibilisation sur les drogues».

Comme cela avait été le cas à Yamoussoukro, la visite à Dakar a eu lieu sous l'influence des événements de Bosnie, qui ont conduit Jacques Chirac à bousculer son programme pour faire une déclaration à la presse sur une terrasse du palais présidentiel.

L'Afrique a ensuite repris ses droits, avec un entretien en tête-à-tête avec le président Abdou Diouf, puis la troisième réunion régionale de la tournée, avec la Guinée et la Mauritanie, mais que le Mali a boudé.

La bouderie de Konaré

De source diplomatique française, on a expliqué l'absence du président Alpha Oumar Konaré par le fait qu'il aurait jugé «indigne» d'un chef d'État de se déplacer pour une aussi brève rencontre.

On rappelle également que le Mali a été

Chirac l'Africain

Tournée éclair difficile pour le président français sur le Continent noir



À Dakar, hier, avec le président sénégalais Abdou Diouf.

un des pays d'Afrique les plus réfractaires au général de Gaulle dont Jacques Chirac se veut l'héritier.

L'absence du chef de l'État malien a constitué la troisième anicroche de la tournée.

Vendredi, le président togolais Gnassingbé Eyadéma avait quitté Yamoussoukro après avoir rencontré Jacques Chirac, mais avant la fin du déjeuner offert par le président Henri Konan Bedie.

Le motif officiel de ce «service minimum» avait été l'obligation d'assister à un tournoi de lutte dans le nord du Togo.

La raison véritable, dit-on de source diplomatique française, est que le président togolais considère, en tant que «doyen» de l'Afrique occidentale francophone, que le mini-sommet du Conseil de l'Entente aurait dû se dérouler dans son pays.

La dernière anicroche a eu lieu samedi, à Libreville, où le tête-à-tête entre Jacques Chirac et le président camerounais Paul Biya a été très vif et a même parfois frôlé l'affrontement, selon un diplomate français dont les propos n'ont pas été confirmés officiellement.

De source française autorisée, on a cependant déclaré que la discussion avait porté sur la suspension l'été dernier du «programme d'ajustement économique» du Cameroun.

En matière politique, Jacques Chirac a déclaré à Paul Biya qu'il souhaitait que tous les gouvernements africains privilégient le dialogue avec les autres formations politiques et fassent avancer le calendrier de l'évolution politique, ajoute-t-on.

Démocratisation insuffisante

Si Jacques Chirac avait rencontré à Yamoussoukro les dirigeants de pays — Côte d'Ivoire, Togo, Burkina Faso, Bénin et Niger — que la diplomatie française considère comme de «bons élèves» — la rencontre de Libreville a d'ailleurs été plus difficile dans son ensemble.

Quatre des pays francophones concernés — Cameroun, Tchad, Centrafrique, Congo — ont en effet suspendu leurs accords avec le FMI, et leur démocratisation laisse à désirer, a-t-on précisé de source diplomatique. Le Gabon, pays hôte de ce mini-sommet de l'Afrique centrale, a

constitué la seule exception.

La Guinée équatoriale, ancienne colonie espagnole invitée à la dernière minute, a posé un problème politique spécifique, car ce pays voit son isolement se compliquer d'un différend avec l'Espagne et l'Union européenne, déclare-t-on de source française.

Le premier ministre espagnol Felipe Gonzalez avait en effet demandé à Jacques Chirac de tenter d'obtenir la grâce d'un opposant récemment condamné à 28 ans de prison et qui jouit de la double nationalité, avec l'Espagne.

Le thème dominant des discussions de Jacques Chirac avec les présidents du Tchad, de Centrafrique et du Congo a été la question de la dette et des relations difficiles entre ces pays et les institutions financières de Bretton Woods, a-t-on déclaré de source diplomatique française.

Le chef de l'État français a également parlé avec le président tchadien Idriss Deby de la nécessité d'achever «un processus de transition» et de «préparer de bonnes élections», a-t-on précisé de même source.

Selon son entourage, Jacques Chirac n'a nullement pratiqué la stratégie du «donnant donnant», mais a avancé des arguments politiques et constitutionnels en faveur de la démocratisation.

«Ensemencer l'avenir»

Il a respecté la même ligne de conduite avec les présidents Pascal Lissouba du Congo et Ange Patassé et a notamment déclaré au chef de l'État congolais qu'il «faut ensemer les cultures d'avenir», pour tenter de l'inciter à la réforme.

De source diplomatique française, on a jugé que la discussion avait été «plus facile» avec le président gabonais Omar Bongo.

Le long tête-à-tête, précise-t-on, a eu pour thèmes: toutes les questions liées aux institutions internationales, un tour d'horizon de la situation en Afrique centrale, les problèmes de la région des Grands Lacs, Burundi et Rwanda.

Jacques Chirac devait quitter l'Afrique hier.

La date butoir du 25 juillet ne pourra être respectée

Israël-OLP: rendez-vous manqué

Jérusalem (Reuter) — Les désaccords sur le redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie, le partage de l'eau et les élections palestiniennes ont à nouveau contraint Israël et l'OLP à reconnaître hier qu'ils ne pourraient conclure un accord avant la date-butoir du 25 juillet.

L'extension de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie occupée aurait déjà du, en vertu de l'accord de Washington de septembre 1993, faire l'objet d'un accord avant le 1er juillet 1994. Mais cette date-butoir n'a cessé d'être repoussée.

Bien que le chef de la délégation israélienne chargée des négociations, Youri Savir, ait récemment déclaré à la radio israélienne que 90 % des problèmes avaient été

réglés, les pourparlers achoppent toujours pour les mêmes raisons.

Les discussions ouvertes en début de semaine dans un hôtel discret de Zichron Yaacov, près de Haïfa, ont débouché sur un aveu d'impuissance des deux parties à s'entendre.

Les négociateurs n'en ont pas moins décidé de décaler leur réunion à Ein Bokek, sur les bords de la Mer morte. Les discussions ont commencé hier.

«Nous avons choisi un lieu isolé dans l'espoir d'obtenir quelques résultats», a déclaré Hassan Asfour, un négociateur palestinien arrivé sur place.

«Nous resterons sur les bords de la Mer morte au moins une semaine», a indiqué Ahmed Korei, alias

Abou Alaa, chef de l'équipe palestinienne de négociations. «Nous avons dépassé l'échéance mais nous ferons tout notre possible pour tenter de rapprocher nos positions», a-t-il ajouté.

Le président de l'OLP, Yasser Arafat, devrait aussi rencontrer dans le courant de cette semaine le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, pour tenter de résoudre les trois points qui bloquent la conclusion d'un accord. La date de l'entretien n'a pas été précisée. Il devrait vraisemblablement avoir lieu au Caire.

Abou Alaa a estimé possible la conclusion d'un accord peu après le 25. Washington avait espéré organiser la cérémonie de signature de l'accord avant la fin du mois.

L'eau, un enjeu de taille

Dans les territoires, une véritable bataille s'est engagée autour du partage des nappes aquifères

PATRICE CLAUDE
LE MONDE

Jérusalem — La question de l'eau et de sa répartition entre les 5 millions d'Israéliens et les 2,4 millions de Palestiniens des territoires autonomes et occupés est plus explosive que la douloureuse question des colons juifs en terre palestinienne, plus compliquée à régler que le sort définitif des deux secteurs de Jérusalem et plus lourde de conséquences que la grande affaire des 3 millions de réfugiés palestiniens «de l'extérieur».

Comment partager des nappes aquifères qui se moquent des frontières et prennent au contraire un malin plaisir à relier, sous terre, des entités opposées en surface? Pour ne pas compromettre leurs chances d'obtenir une part équitable de la nouvelle distribution qui se dessine, les Palestiniens ont accepté, le 13 septembre 1993, à Washington, de différer, «au plus tard à partir de mai 1996», le début des négociations sur les trois problèmes de fond cités plus haut.

Pas d'agriculture sans eau

Inscrit, comme la question des réfugiés, dans le cadre de négociations multilatérales qui réunissent, trop sporadiquement, une vingtaine de pays dans diverses capitales, le problème de l'eau s'est en revanche brutalement posé aux deux parties, lorsque Israël a accepté de transférer à l'Autorité palestinienne la responsabilité de l'agriculture. «Comment, s'est demandé le négociateur palestinien Jamil Tarifi, pouvons-nous assurer l'administration de ce secteur sans avoir aussi le contrôle de l'approvisionnement en eau?»

Dans la période intérimaire, c'est-à-dire au moins jusqu'en juin 1999 sauf si le statut définitif des territoires pouvait être défini plus tôt, ce qui est hautement

improbable, la seule latitude du directeur palestinien de l'eau, organisme créé en mai 1994 dans le cadre des accords du Caire, sera de «superviser» les puits artésiens situés dans les zones autonomes et de négocier avec Israël la part d'«or blanc» qui lui revient.

Trop de monde pour trop peu de sources. L'équation tient en quelques chiffres. Le potentiel d'eau potable renouvelable est d'environ 10 000 m par personne dans un pays comme les États-Unis, il est de 260 m en Jordanie et de 460 m en Israël. Or, comme disait récemment Yaakov Tsour, ministre de l'agriculture, l'État juif «tire aujourd'hui plus du tiers de sa consommation d'eau potable les 300 000 colons juifs inclus de trois grandes nappes phréatiques» partiellement ou totalement situées en Cisjordanie.

Au total, selon le ministre, ces trois nappes produisent 650 millions de mètres cubes par an. Bien que 130 millions seulement soient à l'heure actuelle destinés aux Palestiniens, le reste allant pour l'essentiel aux Israéliens, Yaakov Tsour a été clair: «Nous n'allons certainement pas entrer dans une bataille de redistribution avec les Palestiniens.» Assertion «littéralement dégoûtante», a commenté Fayçal Hussein, représentant de M. Arafat à Jérusalem. Comme d'habitude, les Israéliens nous imposent la loi du plus fort, ils cherchent à nous cantonner dans le rôle de l'esclave, eux continuant à jouer les maîtres.

La première nappe phréatique, la plus grande, part de la région palestinienne d'Hébron et s'étire, sous Israël proprement dit, jusqu'à la côte méditerranéenne. Plus de 350 millions de mètres cubes y sont pompés chaque année. La seconde nappe s'étend de la ville arabe de Djé-

nine jusqu'à la région israélienne du mont Gilboa. Celle-ci a un débit de 140 millions de mètres cubes par an. Enfin, la nappe dite «orientale» a une capacité de 170 millions de mètres cubes et n'est pas entièrement utilisée. Le quotidien *Haaretz* a rapporté, jeudi 20 juillet, qu'Israël avait accepté que les Palestiniens puissent essentiellement dans la nappe «orientale» 90 millions de mètres cubes supplémentaires par an, dont 50 millions seraient détournés vers la bande autonome de Gaza.

C'est en tout cas de cette nappe, si les deux parties se mettent d'accord, que les Palestiniens pourraient tirer l'eau qui manque si cruellement à leur agriculture près de 60 % des Palestiniens, mais moins de 10 % des Israéliens, vivant encore de l'agriculture. Cette nappe orientale tout entière est située dans la vallée du Jourdain, région frontalière de la Jordanie, qui fait intégralement partie des territoires occupés, mais dont l'État juif entend conserver le contrôle exclusif, y compris, si l'on a bien compris Itzhak Rabin, jusqu'au règlement définitif de la question israélo-palestinienne. «La vallée du Jourdain est la frontière naturelle d'Israël à l'est», répète souvent le premier ministre.

«Regardez cent ans en arrière, conseillaient récemment au National Geographic Jacob Bear, professeur d'hydrologie en Israël, et vous verrez que c'est d'abord l'agriculture qui détermina nos frontières. De ce point de vue, nous sommes encore en train de les déterminer.» Le mot de Boutros Boutros-Ghali est plus connu: «S'il doit y avoir un jour une nouvelle guerre israélo-arabe au Proche-Orient, ce sera à cause de l'eau», avait-il dit en 1986.

Sur le sida, Israéliens et Palestiniens coopèrent

Jérusalem (AFP) — Des Israéliens et des Palestiniens se sont réunis hier dans le cadre d'un séminaire — le premier du genre — consacré à la lutte contre le sida, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Une cinquantaine de médecins, infirmières et éducateurs d'Israël et des territoires occupés, ainsi que de Jordanie et du Maroc, participent à ce séminaire de six jours qui doit lancer une campagne éducative sur la maladie.

«Pour la première fois, des professionnels arabes et israéliens travailleront ensemble, dormiront et développeront ensemble un plan d'action pour combattre le sida», a expliqué à l'Agence France-Presse Mlle Michèle Herbsman, secrétaire du projet «Jérusalem-sida», à l'origine de cet atelier qui se déroule à l'Institut ocuménique de Tantar, à Jérusalem.

«Il sera essentiellement question de prévention et d'éducation», a-t-elle précisé.

Outre les groupes de discussions, les participants assisteront à une pièce de théâtre, «L'amour à l'ombre du sida», jouée par une troupe de jeunes israéliens et palestiniens.

Le thème «Sida et religion» sera débattu en présence de représentants des trois religions monothéistes et les participants rencontreront un Israélien et un Palestinien séropositifs qui témoignent.

Selon le ministère israélien de la Santé, la maladie s'est déclarée chez 332 Israéliens depuis 1981 et 251 sont morts. Le nombre total de porteurs identifiés du virus s'établit à 1293, mais le ministère estime que le chiffre réel est plutôt compris entre 2000 et 2500.

LE MONDE

TURQUIE

Une constitution plus démocratique

Ankara montre patte blanche devant l'Europe

Ankara (AFP) — Le parlement turc a adopté dans la nuit de samedi à dimanche la proposition de démocratisation de la constitution turque, héritée du dernier régime militaire, a rapporté l'agence Anadolu.

Trois cent soixante députés sur les 392 présents ont voté pour la démocratisation de la Constitution, attendue depuis longtemps par les démocrates et par les pays occidentaux. La proposition adoptée vise notamment à étendre le droit syndical aux fonctionnaires, permettre aux syndicats et aux associations de faire de la politique, abaisser de 21 à 18 l'âge du droit de vote, selon l'agence. Trente-deux députés ont voté contre la proposition.

Le premier ministre turc et le président du Parti de la Juste Voie (DYP, droite), Mme Tansu Ciller a déclaré après le vote, qu'un pouvoir civil réalisait pour la première fois depuis 100 ans, un changement d'ampleur de la Constitution. Elle faisait allusion aux constitutions de la République de Turquie de 1924, de 1960 et de 1982, lancées par des militaires. Elle a affirmé que la Turquie était désormais plus démocrate et pluraliste.

La réforme constitutionnelle a pu être adoptée grâce à une alliance entre trois formations majeures du parlement, le Parti de la Juste Voie (DYP, droite), le Parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate, partenaire de la coalition droite-gauche) du vice-premier ministre Hikmet Cetin, et le Parti de la Mère Patrie (ANAP, droite) de M. Mesut Yilmaz. Elles totalisent ensemble 344 sièges à l'assemblée.

La démocratisation de la constitution était au nombre des exigences du Parlement européen — tout comme un meilleur respect de la liberté d'expression et la libération de députés kurdes emprisonnés — avant toute ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. Le parlement de Strasbourg doit en principe examiner cet accord à l'automne.

L'idéal chrétien à la rescousse de la Botte

CDU à l'italienne

Rome (AFP) — Les démocrates-chrétiens conservateurs, alliés du magnat des ondes Silvio Berlusconi, ont annoncé à l'issue de leur congrès qui s'est tenu à Rome de vendredi à dimanche, la naissance de leur nouveau parti baptisé les Chrétiens-démocrates unis (CDU).

Choissant le nom de CDU, le nouveau parti qui a également proclamé sa volonté d'insuffler «l'idéal chrétien» dans la vie politique, entend s'inspirer de l'Union chrétien-démocrate allemande (CDU), actuellement le plus puissant parti démocrate-chrétien d'Europe.

Le chancelier Helmut Kohl a adressé un message chaleureux au congrès: «Laissez-vous inspirer par l'héritage que vous ont laissé les grands démocrates-chrétiens italiens. Répondez aux provocations de l'avenir», a-t-il écrit.

Le dirigeant de la nouvelle CDU italienne, le philosophe Rocco Buttiglione, a déclaré vouloir renouer avec la DC des fondateurs Alcide De Gasperi et Don Luigi Sturzo, qui s'est dissoute en 1993.

Evoquant la collusion de la vieille démocratie-chrétienne avec la mafia et le cas de l'ancien président du Conseil démocrate-chrétien Giulio Andreotti, qui sera jugé sous l'accusation d'association mafieuse en septembre à Palerme, M. Buttiglione a déclaré: «Il y a un côté obscur de notre histoire sur lequel les magistrats enquêtent, mais aussi un côté lumineux dans lequel Andreotti a joué un rôle non minime». «La vraie faute d'Andreotti est peut-être de n'avoir pas chassé à temps les voleurs du parti», a-t-il dit.

Pendant le congrès, le nom d'Andreotti, ancien homme fort de la DC, qui était absent, a été longuement applaudi.

«L'idéal chrétien peut aider à éviter que la vie publique soit dominée par l'usure, la luxure et le pouvoir. Que Dieu sauve l'Italie», a conclu hier M. Buttiglione.

Désormais, il existe trois partis démocrates-chrétiens en Italie: les deux premiers sont la CDU de M. Buttiglione et le Centre chrétien-démocrate (CCD) de Pierferdinando Casini, lui aussi un ancien de la DC, qui avait fait scission en janvier 1994. Tous deux sont alliés à Forza Italia de Silvio Berlusconi, et une fusion entre eux n'est pas exclue.

Le troisième parti est le Parti populaire italien (PPI) de M. Gerardo Bianco, la fraction démocrate-chrétienne alliée à la gauche.

Nouveaux récits de massacres en Bosnie-Herzégovine tandis que le pape intervient sur l'usage de la violence



Les soldats étrangers en Bosnie-Herzégovine passeront-ils à l'attaque contre les milices serbes?

«Moi, M.O., rescapé d'un massacre...»

Le rapporteur de la Commission de l'ONU pour les droits de l'homme Tadeusz Mazowiecki, ainsi que trois membres du Tribunal pénal international pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie, enquêtaient hier aux environs de Tuzla parmi les réfugiés de Srebrenica. Voici l'une de ces histoires sur lesquelles enquêtent les agences étrangères et le Tribunal international.

Tuzla (AFP) — M.O., 24 ans, a réchappé avec deux autres Bosniaques de l'enclave musulmane de Srebrenica à des exécutions de masse perpétrées, selon lui, par les forces serbes de Bosnie le 14 juillet, dans des champs proches de Karakaj (est de la Bosnie).

Encore sous le choc, M.O. a décrit à deux journalistes français, dont l'envoyé spéciale de l'AFP, comment il a survécu au massacre. D'une main calleuse, il fait un croquis maladroit des lieux du drame.

«Je dois la vie sauve à mon cousin», assure M.O. «Touché par la première rafale, mon cousin, que je tenais par la main, m'a entraîné dans sa chute avant qu'une seule balle m'atteigne», dit-il.

Cela se passait le 14 juillet. Les Serbes «ont fusillé jusqu'à 23h30 environ, puis se sont retirés. J'ai attendu un peu avant de me lever et de m'enfuir», raconte M.O.

Pendant la durée des exécutions, il est resté couché sans bouger, dans le sang des victimes.

«Une mer de cadavres»

Lorsqu'il s'est relevé, il a commencé à hurler à la vue «d'une mer de cadavres». Une voix dans le noir lui a demandé s'il était blessé. C'était celle de H.S., 54 ans, rescapé comme lui.

Avant de partir, M.O. a enfilé son T-shirt à un des deux blessés qui donnaient encore des signes de vie. «Partez vite mes frères, laissez-nous ici, sauvez-vous», lui ont dit ces blessés graves.

M.O. a remarqué une fosse près du lieu

d'exécution. «Pour y jeter sans doute les tués».

Originaire du village de Lehovici, dans l'enclave de Srebrenica tombée aux mains des forces serbes le 11 juillet, M.O. faisait partie d'une colonne de 12 000 à 15 000 soldats et civils, qui ont fui la poche le même jour en passant par des sentiers de chèvres traversant des territoires sous contrôle serbe.

Tombée dans une embuscade serbe, la colonne a été dispersée. Pris avec huit autres hommes, le 13 juillet près de Konjevic Polje, M.O. a été emmené à Bratunac.

«J'ai passé la nuit dans un bus, car l'école Vuk Karadzic de Bratunac était déjà bourrée d'hommes», dit-il.

Le lendemain matin, sept à huit bus et camions remplis d'hommes se sont mis en route. «On nous a dit qu'on nous emmenait à Kladanj (sous contrôle de l'armée gouvernementale) pour un échange».

Pendant le trajet, les soldats serbes ont obligé leurs prisonniers à tenir leur tête entre les genoux «pour ne pas voir par où nous passions».

Ils ont été débarqués devant un gymnase, où «il y avait déjà au moins 300 hommes de tous âges». M.O. n'a pas remarqué de femmes mais il a vu «cinq ou six gamins qui ne devaient pas avoir plus de 13 ans».

Il évalue à une heure le temps passé dans cette salle «pleine à craquer», debout, dans une chaleur suffocante, sans eau. «Un homme qui a bougonné a aussitôt été emmené. Une rafale l'a fauché devant la porte», raconte encore M.O.

Vers 14h, se souvient-il, deux «Ta-

mitchs», petits camions fabriqués en Slovénie, ont emmené un premier groupe d'hommes. Une quinzaine par camion, estime M.O.

M.O. était dans le sixième groupe, et il croyait toujours que les Serbes les emmenaient à Bijeljina (nord-est). «En sortant, on nous donnait un peu d'eau et on nous bandait les yeux sans doute pour ne pas voir le dispositif serbe sur la route».

L'écho des rafales des armes automatiques ne parvenait pas jusqu'au gymnase, arrêté par une colline le séparant des deux champs d'exécution, qui se trouvaient à environ 50 m, en bordure du chemin de fer Tuzla-Zvornik.

«C'est fini, on va nous tuer»

Arrivé à destination, «nous nous sommes alignés sur deux rangs. Mon cousin que je tenais par la main m'a dit alors: «C'est fini, on va nous tuer». Les rafales ont retenti. Il s'est écroulé, m'entraînant dans sa chute».

Quand M.O. s'est relevé vers minuit, ses vêtements étaient trempés de sang. H.S. était torse nu, couvert de sang et de fragments de chair.

Dans son récit, M.O. dit souvent: «Là où nous avons été exécutés».

Sans savoir où était la Serbie, toute proche, les deux hommes se sont dirigés au hasard vers les collines. Dans la journée, alors qu'ils se faufilaient dans les bois, ils sont tombés sur H., lui aussi rescapé du massacre.

Plus loin, les fugitifs ont été guidés par la voix des muezzins, qui lançaient régulièrement des appels, sachant que beaucoup d'habitants de Srebrenica erraient dans les bois à la recherche d'un passage en territoire sous contrôle gouvernemental.

Le cauchemar de M.O. et de ses compagnons a pris fin le 20 juillet dans un village bosniaque de la ligne de front, près de Baljkovica.

Deux formations cohabitent désormais là où il n'y avait que le Front sandiniste de libération nationale

Les sandinistes officialisent leur division

Managua (AFP) — Divisés en orthodoxes et rénovateurs, les sandinistes nicaraguayens, qui ont combattu par les armes le capitalisme et l'impérialisme, prônent aujourd'hui une politique réaliste face au néo-libéralisme triomphant.

La scission du sandinisme est devenue définitive en mai dernier lorsqu'une partie de la direction, sous la houlette de l'ex vice-président Sergio Ramirez, a quitté le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) pour former le Mouvement de rénovation Sandiniste (MRS).

Les rénovateurs accusent les leaders du Front de s'être approprié d'une partie des biens confisqués lorsqu'ils étaient au pouvoir — de 1979 à 1990 — ce que ceux-ci démentent catégoriquement.

Ils leur reprochent également de s'entêter dans une politique «ancrée dans le passé qui prône la confrontation au sein de la société», comme l'a affirmé M. Ramirez dans une interview à l'AFP. M. Ramirez a catégoriquement rejeté une offre d'alliance en vue des élections de novembre de 1996

du secrétaire général du FSLN, M. Daniel Ortega, ancien président de la République. Le discours des deux partis ne diffère cependant que dans les détails.

Ortega: il faut établir des «relations respectueuses» avec les États-Unis

M. Ramirez partisan d'une «option social-démocrate» souhaite une «redistribution de la richesse conforme à la justice sociale». Il s'agit, a-t-il affirmé à l'AFP, «d'instaurer une économie de marché juste» en écartant «le retour à la propriété de l'Etat et en encourageant au contraire la participation des milliers d'acteurs de l'économie».

Les relations avec le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale sont «inévitables», a-t-il indiqué, mais il faut arriver à des «négociations justes et ne pas nous soumettre à leur diktat».

M. Ramirez a par ailleurs affirmé que le Nicaragua doit maintenir des «relations avec tous les pays, y compris les Etats-Unis, sans affrontement avec personne».

Pour sa part, dans des déclarations à l'AFP, M. Ortega a estimé que la division du FSLN a surtout

affecté ses cadres — il a perdu 30 de ses 39 députés — mais que son effet a été minime sur la base du parti qui compte 335 000 militants actifs.

«Le Front considère qu'il est urgent de travailler pour un gouvernement d'unité nationale sur la base d'une large politique d'alliances», pour s'opposer au maire de Managua, le libéral Arnoldo Aleman, qu'il accuse de vouloir restaurer le somozisme — régime dictatorial de la famille Somoza qui a gouverné jusqu'en 1979.

Tout en affirmant qu'il faut chercher un alternative au «néolibéralisme triomphant» il a admis que le Front «ne pourrait pas revenir sur tous les accords conclus avec le FMI et la Banque mondiale par l'actuel gouvernement» de la présidente Violeta Barrios de Chamorro.

«Pour nous rapprocher de nos idéaux, de notre utopie, il n'y a pas d'autres solutions que d'emprunter ces chemins», a-t-il affirmé.

Le Front devra incorporer des «éléments de l'économie libérale mais en recherchant une meilleure distribution de la richesse et non sa concentration», a précisé M. Ortega qui a par ailleurs prôné l'établissement de «relations respectueuses» avec les Etats-Unis.

Après les élections sénatoriales au Japon

Le PS se maintient

Tokyo (Reuters) — Le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, restera en place, malgré un fort recul de son Parti socialiste à l'issue des élections sénatoriales, a-t-on appris dimanche auprès du gouvernement.

«M. Murayama a émis le vœu de rester premier ministre», a déclaré à l'issue d'une réunion entre les trois partis de la coalition au pouvoir Yohei Kono, ministre des Affaires étrangères et chef de file du Parti libéral démocrate.

«Il est plein de vigueur», a ajouté Yohei Kono, qui dirige le plus important des partis de la coalition.

Selon les premières projections, le Parti socialiste de Tomiichi Murayama remporterait 16 sièges sur les 126 en jeu. Mais les commentateurs s'attendaient à ce le premier ministre garde son poste s'il passait la barre des 15 sièges.

La coalition gouvernementale sortante (socialistes, Parti libéral-démocrate et Parti Sakigake) obtiendrait 66 sièges, soit neuf de moins que dans la «demi-chambre» sortante.

Mais l'abstention a battu des records. Seuls 45% des 93,7 millions d'électeurs se sont rendus aux urnes, dans un pays où la participation est habituellement autour de 60%.

Accord militaire russo-tchétchène

Grozny (Reuters) — Les Russes ont annoncé hier avoir ratifié un accord militaire avec la partie tchétchène, et promis pour aujourd'hui un accord politique.

«Nous avons signé un accord sur les questions militaires», a déclaré le ministre russe de l'Intérieur Anatoly Koulikov, s'exprimant à l'issue de la journée de négociations à Grozny.

«Nous avons entamé le processus d'échange de prisonniers, rétabli les communications radio (entre l'armée russe et les séparatistes tchétchènes) et résolu le mécanisme de désarmement», a ajouté Anatoly Koulikov.

Les deux camps retiennent chacun des centaines de prisonniers. Des délégués devraient rendre visite aujourd'hui à un camp où les Russes détiennent près de 1000 combattants tchétchènes.

Le chef de la délégation russe, Viatcheslav Mikhaïlov, a estimé qu'un accord sur le volet

politique, incluant le problème du statut de la province séparatiste, pourrait être signé aujourd'hui.

Le chef de la délégation tchétchène Ousman Imaïev a fait savoir hier qu'un document portant sur les questions politiques avait été mis au point et était prêt à être signé, rapporte l'agence russe Itar-Tass.

«Un communiqué sur un ensemble de questions politiques a été préparé pour signature», a-t-il déclaré à Grozny, capitale de la république séparatiste où se déroulent les négociations avec Moscou pour mettre fin au conflit tchétchène vieux de plus de sept mois.

Mais «même si ce document est signé, les discussions continueront», a ajouté Ousman Imaïev, sans fournir de précisions sur le contenu exact de ce texte.

Selon un commentateur de la télévision indépendante NTV, il comporte 27 points et sa signature serait imminente.

La «guerre juste» en Bosnie

Le Vatican justifie par avance une intervention armée

Les Combes (Reuter) — Le pape Jean-Paul II a déclaré samedi qu'une intervention militaire en Bosnie pourrait être moralement permise et constituer une «guerre juste».

Le souverain pontife, qui répondait aux questions des journalistes avant de regagner sa résidence d'été de Castelgandolfo, après avoir passé 10 jours de vacances dans les Alpes italiennes, a déclaré que le «droit à l'auto-défense» pouvait être invoqué dans le cas de la Bosnie.

«(Une intervention militaire) est toujours la dernière solution», a déclaré le pape, qui paraissait calme et détendu. «Il y a toujours le principe de la «guerre juste», qui est une guerre défensive.

«Bien qu'une guerre défensive soit terrible, c'est comme cela. Si quelqu'un attaque et menace le droit à la vie, le droit d'exister, alors il y a un droit à se défendre», a déclaré le souverain pontife.

Ces commentaires, en réponse à une question sur une possible intervention militaire de l'OTAN à la suite de la conférence de vendredi à Londres au sujet de la Bosnie, ont été les plus fermes qu'il ait fait jusqu'à présent sur ce conflit.

Le nonce à Sarajevo avait également déclaré mardi dernier que le Vatican était prêt à soutenir une intervention militaire limitée pour faire cesser la guerre en Bosnie.

«Le dialogue et la négociation sont préférables 999 fois sur 1000, mais face à des situations aussi graves que celles-ci, l'intervention devient une option», avait dit le nonce Francesco Monterisi au quotidien catholique *Avvenire*.

Le pape a rappelé aux journalistes son voyage avorté à Sarajevo l'an dernier, qui avait été annulé à la dernière minute pour des raisons de sécurité, et a ajouté: «Nous nous sentons particulièrement proches de ceux qui souffrent, d'un côté comme de l'autre».

Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro Valls, critiquant à la fois «le pacifisme à tout prix et l'interventionnisme à tout prix», a déclaré que la priorité numéro un de Jean Paul II était la fin de la guerre.

«Le pape est conscient de son autorité morale», a-t-il déclaré. «Mais cela ne signifie pas qu'il puisse prendre des décisions tactiques pour mettre fin à la guerre en Bosnie. Il serait irréaliste pour le Saint-Siège d'envoyer ses gardes suisses dans les Balkans.»

L'*Osservatore Romano*, l'organe officiel du Vatican, déplore pour sa part dans un article paru dimanche l'absence de volonté des grandes puissances dans le conflit bosniaque, lui attribuant la responsabilité d'une escalade de la guerre.

«L'intensification des bombardements de la pauvre population bosniaque est la réponse faite (...) face à l'incertitude des dirigeants politiques de la communauté internationale sur les mesures à prendre pour mettre fin aux atrocités qui dévastent la Bosnie martyre», écrit son auteur.

Pour lui, après la chute de la «zone protégée» de Srebrenica, «un destin similaire semble promis, tôt ou tard, à Gorazde, Tuzla, Bihac, et enfin, à Sarajevo».

«La menace de raids aériens, proférée hier à Londres (...) ne fait mention que de Gorazde, ce qui prouve en substance que les divers gouvernements ont accepté que Srebrenica et Zepa étaient des affaires entendues».

Le journal consacre toute sa première page de son édition dominicale à la guerre en Bosnie.

À Rio de Janeiro

Le massacre des enfants continue

Rio de Janeiro (Reuter) — Deux ans après le massacre de huit mineurs par un escadron de la mort devant une église de Rio de Janeiro, les enfants des rues continuent à être assassinés au Brésil, ont déclaré samedi des militants.

«Ils ont changé de tactique. Auparavant ils tuaient les gamins par groupes. Maintenant, c'est un par-ci, un autre par-là, ce qui provoque moins de scandale», explique Andrea Diniz, coordinatrice de l'Institut pour le changement et le bien-être social, une organisation privée.

Cinq officiers de police attendent de passer en jugement pour avoir participé au massacre du 23 juillet 1993, au cours duquel des hommes masqués ont ouvert le feu sur 71 enfants qui jouaient ou dormaient sur les marches de l'église Candalaria, à Rio.

Mais les preuves sont minces, et les témoignages des enfants mourraient ne pas être jugés recevables par le tribunal.

Selon les chiffres officiels, trois mineurs sont tués chaque jour à Rio, cette statistique incluant toutefois les accidents avec des armes à feu.

Les enfants des rues, souvent victimes de violence domestique, presque tous noirs et dont certains n'ont pas plus de huit ans, sont particulièrement vulnérables. Le fait qu'ils forment une petite délinquance provoque contre eux l'hostilité de nombreux Brésiliens et les expose aux escadrons de la mort, souvent formés d'anciens policiers.

Sur les 63 enfants qui ont échappé au massacre l'an dernier, l'un a été assassiné, et un autre a survécu après qu'on lui eut tiré sept fois dessus à une station d'autobus, apparemment pour le faire taire.

Si l'on excepte quelques centres où des éducateurs spécialisés s'occupent d'eux, les autorités ont fait peu de choses pour offrir des alternatives aux enfants des rues, regrettent les militants des droits de l'homme.

«Le dialogue et la négociation sont préférables 999 fois sur 1000, mais...»

É D I T O R I A L

L'encerclement

Jean-Robert Sansfaçon

Les premières décisions du premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, laissent peu de doutes quant à la détermination du nouveau gouvernement de respecter ses engagements. L'Ontario saute dans le train des États dirigés par une formation de droite en Amérique du Nord, laissant seuls sur le quai les derniers irréductibles Gaulois, fiers mais endettés.

Ln plus des 2 milliards de compressions qu'il vient d'annoncer après moins d'un mois au pouvoir et en l'absence de tout débat parlementaire, le ministre des Finances de l'Ontario, Ernie Eves, prévient ses commettants que la valse à mille temps ne fait que débiter. D'autres mesures vont venir cet automne, et d'autres encore dans le premier budget de son gouvernement, le printemps prochain.

Pour le moment, ce sont surtout les assistés sociaux aptes au travail qui sont touchés, que ce soit par la réduction de leur prestation de base (à un niveau qui demeure tout de même plus élevé que la moyenne canadienne et que le Québec) ou l'abolition du programme de retour au travail, mais aussi les ministères, les réseaux de l'éducation, de la santé, les projets d'infrastructures et les programmes d'équité. Plus tard viendront les mesures de réduction de la taille de la fonction publique et quoi d'autre? À bride abattue, il est trop tard pour regretter les méchants contrats sociaux de Bob Rae.

Ce gouvernement Harris, pour qui on doutait, entend corriger l'accident néo-démocrate et redonner à l'Ontario son lustre d'antan. Celui d'une province industrielle, austère, riche, prête à soutenir les plus démunis pour autant que cela ne l'oblige pas à s'endetter. Si c'est là la définition d'un gouvernement de droite, alors l'Ontario y revient.

Le précédent gouvernement avait prévu un déficit de 6 milliards pour l'exercice en cours, un calcul que le Vérificateur général estimait plutôt à 8 milliards et que les chiffres dévoilés par M. Eves faisaient grimper à plus de 10,6 milliards. Or, malgré le plan d'urgence qu'il vient d'annoncer, le ministre des Finances Ernie Eves n'envisage même pas de pouvoir ramener le déficit sous la barre des 8,7 milliards. Bien sûr, tout nouveau gouvernement se doit de noircir le paysage laissé par son prédécesseur, histoire de faire avaler ses propres mesures les plus dures, mais il y a aussi la conjoncture qui se révèle passablement moins rose que prévu.

Voilà d'ailleurs une constatation qui devrait faire réfléchir le cabinet des ministres du Québec, seule province canadienne dont le gouvernement croit toujours être capable d'équilibrer ses finances sans douleur et sans tourner l'œil vers la droite. Rêve ou réalité? Si l'on se reporte au budget Campeau du printemps dernier, on prévoyait pour cette année une croissance de 3,3 % et 66 000 nouveaux emplois. À mi-parcours, la réalité tourne plutôt autour de zéro de croissance et de zéro emploi! Pour un ministre des Finances qui comptait sur une hausse de 2 milliards, ou 6,8 % de ses recettes autonomes pour limiter son déficit à 4 milliards, la vie s'annonce très difficile. Le gouvernement sait bien qu'il ne dispose plus d'un seul centimètre de marge de manœuvre, et Moody's le lui a rappelé. Il faudra donc prendre de nouvelles mesures restrictives dès cet automne, sinon, ce sont les salaires qui seront une fois encore mis à contribution. Ce qui serait inacceptable dans un contexte où le pouvoir d'achat est toujours en baisse et où toute augmentation d'impôt aurait pour effet d'accroître l'état dépressif de l'économie.

En réduisant de 4 % ses dépenses dès maintenant, avant même la présentation d'un premier budget, l'Ontario entre dans le clan majoritaire des gouvernements canadiens, de droite et de gauche, déterminés à en finir avec leur encombrant déficit. Si le Parti québécois ne veut pas subir le même sort que le gouvernement de Bob Rae après un premier mandat, il lui faut se résoudre à faire de la lutte au déficit un enjeu plus important et plus urgent que de soutenir un chantier maritime gros comme un éléphant blanc. La sociale-démocratie n'est pas un abri qui protège les élus des exigences de la rigueur. Encore moins un paratonnerre contre les foudres de l'électorat.

Faute d'avoir compris cela en début de mandat, et de l'avoir fait comprendre à ses principaux alliés, le gouvernement du Parti québécois pourrait bien se retrouver dans trois ans, comme en Ontario, dans le rôle de celui qui déroule le tapis rouge devant la droite.

La montée de la droite doit faire réfléchir le gouvernement du Québec



LE MONDE

Le Canada est-il une nation?

SERGE LEYMARIE

MBA de Harvard Business School (1992)
Consultant en management, résident à Dallas (Etats-Unis)

En Europe plus que sur aucun autre continent, la question de la survie de la nation comme entité culturelle face à la nécessité d'une intégration économique de plus en plus poussée passionne les opinions publiques. Une perspective européenne sur le problème de la souveraineté permet-elle d'enrichir le débat?

Le Canada est-il une nation? Celui qui pose cette question ne s'attend en général pas à une réponse, mais désire plutôt engager un débat. Essayons d'imaginer ce qu'il faudrait pour que la question devienne vide de sens. Que faudrait-il pour que cette affirmation du Canada comme nation ne donne plus lieu à controverse? Pour commencer, chaque communauté — francophone et anglophone — devrait donner à l'autre un gage de cette volonté de vivre ensemble et de partager le même destin qui définit un peuple. Concrètement, cela revient par exemple à officialiser le bilinguisme dans le système éducatif.

Sur le modèle de la Suisse, l'apprentissage de l'anglais sera obligatoire pour les francophones, celui du français pour les anglophones, avec un enseignement suffisant pour que les deux communautés puissent travailler dans les deux langues. La Suisse, parce que ses communautés linguistiques peuvent communiquer entre elles, est une nation au vrai sens du terme. Ensuite, comme cela se fait en Belgique, il faudrait que la capitale fédérale devienne bilingue: enseignes, publicités, services publics... Bruxelles, pourtant peuplée à 80 % de francophones, est ainsi totalement bilingue français-flamand, ce qui est bien normal si l'on veut que les Flamands reconnaissent aussi cette ville pour capitale de leur pays. Tant que de telles mesures ne seront pas prises, le sentiment d'inéquité demeurera fort au sein de la population

québécoise. Et même si les Québécois ne choisissent pas la souveraineté lors du référendum, le gouvernement fédéral devra user de symboles forts s'il veut que l'unité du Canada soit établie pour longtemps dans le cœur de tous les Canadiens.

Le nœud de la question est de savoir si le reste du Canada désire engager des réformes et lancer des signaux en direction du Québec. Le sentiment, ou le désir, de ce destin partagé qui fait un peuple existe-t-il à Vancouver et Winnipeg? Si la réponse est non, les Québécois devront avoir le courage d'en tirer les leçons, au risque de rentrer dans l'avenir à reculons. Car les discours des défenseurs de la pérennité du Canada ne comportent pas d'aspects positifs, mais plutôt une description apocalyptique des conséquences de la souveraineté sur le mode de vie des Québécois, visant à provoquer son rejet. Or cela appelle deux remarques. La première est que l'on ne saurait asséoir l'existence d'une nation sur la crainte de l'apocalypse de façon durable. La seconde est que pour un Européen, cette vision apocalyptique n'a pas lieu d'être, car faire rimer identité culturelle et politique avec divorce économique est une absurdité, ou une preuve d'intolérance. Car enfin, qui, et en vertu de quoi, pourrait refuser au Québec indépendant d'intégrer l'ALENA?

Bien qu'elle ait par deux fois exprimé par référendum son refus de faire partie de l'Union européenne, qui en Europe songe à exclure la Norvège de l'EEE (Espace économique européen), qui étend le libre-échange à tous les États de l'Ouest du continent? Pourquoi ne pas envisager de main une association entre un Québec souverain et le reste du Canada construite sur le modèle de l'Union européenne, une Union canadienne, qui satisfait à la fois le désir d'émancipation politique et la nécessité d'une stabilité économique pour tous? Ainsi, si l'on s'accorde à reconnaître que le choix de la souveraineté sera sans conséquence sur le plan économique, les scénarios catastrophistes ne relèvent plus de la prospective, mais de la guerre psychologique pré-électorale.

En marge de l'analyse des faits, deux craintes reviennent fréquemment dans les débats au Québec. La première a trait à la taille relative de la population québécoise en Amérique du Nord. Moins de 10 millions de personnes dans un océan de 300 millions! Pourtant, dans une économie mondialisée, ou du fait de l'élimination des barrières douanières, le marché potentiel est l'ensemble de la planète, cette crainte ne saurait avoir cours. La Suisse, avec ses 8 millions d'habitants, faut-il le rappeler, ne fait partie ni de l'Union européenne, ni de l'EEE, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un PNB (Produit national brut) par tête plus élevé que les autres pays d'Europe et que les États-Unis. Les citoyens de l'UE (Union européenne) qui jouissent du niveau de vie le plus élevé ne sont ni les Français, ni les Allemands, mais les habitants de la Suède, de la Finlande, du Danemark, du Luxembourg, tous peuplés de moins de 10 millions d'habitants, alors que l'UE en compte 370 millions.

Les théories en vogue sur les avantages comparatifs ne démontent pas le concept de nation, mais au contraire en font le creuset à partir duquel s'affirme un avantage concurrentiel dans un secteur économique donné. La deuxième crainte est d'ordre émotionnel. Certains ont peur de se sentir à l'étroit culturellement et socialement dans un Québec souverain à l'heure du «village planétaire». Là encore, il y a un malentendu. Souveraineté ne signifie pas — Dieu merci! — fermeture culturelle ou économique, et les Québécois doivent envoyer des signaux clairs à leurs voisins sur ce point. Un espace de souveraineté n'est pas une forteresse.

Pour un Européen d'Amérique, les Québécois, parfois isolés au sein d'un ensemble homogène anglophone, ont la lourde tâche d'éduquer leurs voisins d'Amérique du Nord à accepter de vivre avec une différence, non plus simplement tolérée, mais pleinement légitimée en leur sein. Et au-delà, de percevoir leur différence culturelle non plus comme un avatar de l'histoire qui finira par être gommé, mais comme une source d'enrichissement mutuel.

L'Occident humilié

François Brousseau

Lun des moments forts de la conférence de Londres de vendredi dernier sur la Bosnie est survenu lorsque qu'une journaliste d'Oslobodenje, l'héroïque quotidien de Sarajevo, a demandé à ces messieurs des grandes puissances ce qu'elle devait raconter à ses lecteurs à la suite de leurs brillantes délibérations. Les quelques secondes de silence gêné qui ont suivi valaient mille mots et dix mille images...

Comme prévu, les «menaces» des «puissances» réunies à Londres pour traiter de la guerre de Bosnie ont été, une fois de plus, sans effet sur le déroulement des événements sur le terrain.

Plus impudentes que jamais, toujours aussi sûres de leur impunité, les milices serbes ont poursuivi ce week-end leurs attaques sur les poches de résistance qu'elles s'approprient tôt ou tard à conquérir. Elles se sont même offertes, en guise de trophée supplémentaire, deux nouvelles victimes parmi les Casques bleus français.

Il faut dire que la promesse de frappes aériennes «décisives» et «substantielles» (mais non plus «massives» comme le demandait Washington), pour défendre l'unique enclave de Gorazde, n'a rien de bien effrayant. C'est un peu comme si, durant la Deuxième

me Guerre mondiale, les Alliés avaient dit aux Allemands: «Prenez Paris, Bruxelles, Rome, Londres, Madrid, mais nous vous jurons que nous protégerons jusqu'au bout Villeneuve-lès-Avignon!»

De plus, que signifie ce brillant concept militaire qui consiste à annoncer, plusieurs jours voire plusieurs semaines à l'avance, son intention de lâcher une bombe, à tel endroit, à telle heure, avec conférence de presse et copie en trois exemplaires à la cible par courrier express, de façon à ce que celle-ci soit bien avertie et puisse ajuster sa stratégie en conséquence? Mais où sont passés les déluges de feu aussi foudroyants qu'imprévisibles dont la Guerre du Golfe de 1991 nous avait donné tant d'exemples?

Enfin, et plus fondamentalement malgré les avertissements et les mises en garde pour une fois clairement adressés aux milices serbes — les vrais fauteurs de ce conflit —, on se refuse toujours aussi obstinément à aller faire la guerre à un ennemi bien identifié.

Cette absence de détermination et d'objectif politique net est la garantie absolue de nouveaux échecs pour la soi-disant «communauté internationale». Alors? Alors, on continue l'épuration ethnique, le concert de protestations et de gesticulations symboliques. Deux ou trois bombettes et puis s'en vont...

L E T T R E S

Le pape et l'égalité de façade

Dans sa «lettre ouverte aux femmes du monde entier» le pape Jean-Paul II dénonce le «machisme agressif» dont les femmes ont été et sont toujours victimes. Subitement, Jean-Paul II a, à l'aube de la conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, prévu pour septembre à Pékin, un ardent désir de claironner aux quatre coins de la planète, son accord en matière d'égalité des sexes.

Soudainement, le pape émerge de sa torpeur et manifeste son appui sans réserve pour que cesse toute forme de discrimination envers la gente féminine.

Le magistère de l'Eglise catholique proclame son admiration pour les femmes qui se portent à la défense des droits fondamentaux sur le plan social, économique et politique... Mais notre bon pape souffrirait-il d'une forme d'amnésie pernicieuse? C'est à le croire, si l'on se fie à ses déclarations, l'année dernière à pareille époque: «NON au sacerdoce des femmes, le dossier est clos!»

D'un ton dictatorial, Jean-Paul II réaffirme son opposition au rôle plus important que pourraient jouer les femmes dans l'Eglise actuelle. Il met même en garde les

évêques qui oseraient désobéir en réouvrant le débat. Du haut de son castel aux murailles sacrées, notre vénéré pape, par ses discours de «faites ce que je dis, mais non ce que je fais», nous démontre, une fois de plus, ses positions éminemment machistes. Comme affirmait le philosophe Gustave Thibon: «Ce que vous êtes par le fait que je n'entends pas ce que vous dites.»

Rachel Martinet
Ville Saint-Laurent, le 13 juillet 1995

Urgence-démocratie

Le 29 avril dernier, le Conseil de la communauté urbaine de Montréal (CUM) a voté un règlement qui autorise Bell Canada à percevoir une taxe pour le service d'appel d'urgence 9-1-1. Ce Conseil pourtant n'est pas composé de représentants directement élus à cette fin par la population. Sans doute, ce sont des membres déjà élus de chacune des municipalités de la CUM qui siègent au Conseil, mais cela ne justifie en rien leur légitimité démocratique au sein du Conseil lui-même de la CUM. Prétendre le contraire équivaudrait à reconnaître à tous les députés fédéraux une légitimité dans l'administration des affaires internes qui relèvent exclusivement de l'Assemblée nationale.

Le Conseil de la CUM prétend qu'il est légitimement autorisé à lever une taxe de sa propre initiative, en vertu de sa charte qui a été modifiée il y a deux ou trois ans par le gouvernement du Québec. A mon sens, cette modification de la charte est incomplète.

Le gouvernement du Québec ne peut pas donner à une entité administrative quelconque le pouvoir de lever des taxes, sans du même coup créer une assemblée de représentants directement élus par la population. Il faut l'un et l'autre, ou bien il ne faut ni l'un ni l'autre.

En conséquence, le gouvernement du Québec se trouve dans l'obligation de procéder d'une manière ou d'une autre dans ce dossier. Entre-temps, il va de soi qu'à titre de citoyen je ne puis contribuer à la nouvelle taxe «volontaire» de la CUM, avant que j'aie pu élire selon les règles de la démocratie le représentant de mon choix à la nouvelle assemblée de la CUM. Toutes les mesures coercitives qui peuvent être prises à mon égard pour m'obliger à payer la taxe «volontaire» de la CUM, dans le cadre actuel de la situation, seraient une atteinte à ma liberté de citoyen et une négation d'un principe de base de la démocratie.

Pierre Savio
Montréal, le 8 juillet 1995

À P R O P O S

... de chasse et pêche (2)

En 1991, environ 70 % des pêcheurs et 90 % des chasseurs étaient des hommes et, sur l'ensemble des deux groupes, presque les trois quarts avaient moins de 45 ans.

La pêche est une activité courante parmi les adultes vivant dans toutes les provinces, alors que la chasse est surtout pratiquée dans les provinces de l'Atlantique. En 1991, la proportion d'adultes qui pêchaient à des fins récréatives allait de 38 % à Terre-Neuve à 24 % au Nouveau-Brunswick. Les résidents de Terre-Neuve (20 %), du Nouveau-Brunswick (16 %) et de la Nouvelle-Écosse

(13 %) chassaient plus que les autres adultes, alors que ceux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario chassaient le moins (5 % dans chacune de ces provinces).

Les personnes qui pêchaient ou chassaient vivaient surtout dans des régions rurales. En 1991, 33 % des personnes qui pêchaient et 52 % de celles qui chassaient vivaient dans une région rurale, comparativement à 26 % de l'ensemble des adultes canadiens.

Tendances sociales canadiennes, Statistique Canada, été 1995

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSSAÏON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

Cinquantième de la mort de Paul Valéry

Itinéraire d'un enfant chéri du siècle

Toute sa vie, il aura plaidé pour une poésie accessible à tous

DANIEL ROLLAND

Attaché au service des nouvelles télé de Radio-Canada et directeur artistique des Concerts Varia

Le 20 juillet 1945 disparaissait Paul Valéry, l'une des figures dominantes de la littérature et de la poésie française. Le général de Gaulle ne s'y trompa point en insistant pour qu'on lui rendit des obsèques nationales. Lui qui toute sa vie a plaidé pour une poésie claire et accessible au plus grand nombre, aura mérité de la reconnaissance de la nation.

En effet, dans la nuit du 24 au 25, son catafalque sera placé sur la terrasse du palais de Chaillot. Les Parisiens lui font une veillée funèbre à la lueur des torches. Le Panthéon est au loin, seul bâtiment illuminé. Pourtant, s'il méritait d'y figurer, ne serait-ce qu'en regard de la grande humilité qui était sienne, c'est au cimetière de Sète, sa ville natale, qu'il repose. On peut lire sur sa pierre tombale: «O récompense après une pensée. Qu'un long regard sur le calme des dieux.»

Et au ciel, a-t-il eu la révélation divine? Lui qui écrivait: «La plus grossière des hypothèses est de croire que Dieu existe objectivement... Oui il existe et le Diable, mais en nous! Le culte que nous lui devons c'est le respect que nous devons à nous-mêmes.» C'est ce même homme qui éprouvait une grande joie à aller à la messe pour suivre les grandes cérémonies. Il avait besoin de ce grand théâtre spirituel pour s'arracher à sa condition terrestre.

Car la déchirure de Valéry sera sa lucidité. Ce que René Char appellera ultérieurement la deuxième brûlure après celle du soleil. Loin des chimères du monde, ce grand poète a douté de lui toute sa vie. Il lui a fallu la pression des autres pour qu'il croit à son talent. Jeune homme il aurait été le dernier à imaginer occuper un jour le fauteuil d'Anatole France à l'Académie française. En effet, il revenait de loin Valéry.

Il naquit le 30 octobre 1871 d'un père commis des douanes impériales et d'une mère italienne née à Trieste (alors sous occupation autrichienne). La maison où il vit le jour sera plus tard détruite en 1944 au cours de bombardements. Paul a un frère, Jules, qui sera jusqu'à sa mort professeur à la faculté de droit de Montpellier. Le futur immortel baignera dans la double culture française et italienne. D'ailleurs, ses parents et camarades l'appelaient affectueusement Paolo.

Très tôt il se prend d'intérêt pour le dessin et la peinture. On le voit s'installer en solitaire à son chevalet peignant Sète et la

campagne avoisinante. Des toiles qui rendent compte d'un trait sûr. Suffisamment pour qu'en 1956, la Bibliothèque Nationale lui consacre une exposition. Le public verra 80 peintures accrochées aux cimaises. Au Musée d'art moderne de Sète, encore aujourd'hui, on peut en admirer quelques-unes. L'été ce sont les vacances à Gênes. Le jeune garçon est presque en pays de connaissance puisqu'il maîtrise l'italien, la patois génois même, puis comme si ça ne suffisait pas, un peu de corse.

Jusqu'à l'âge de treize ans, soit toute la période sétoise, on conservera de lui le souvenir d'un garçon rêveur. Aux tiraillements des camarades il préfère regarder la mer.

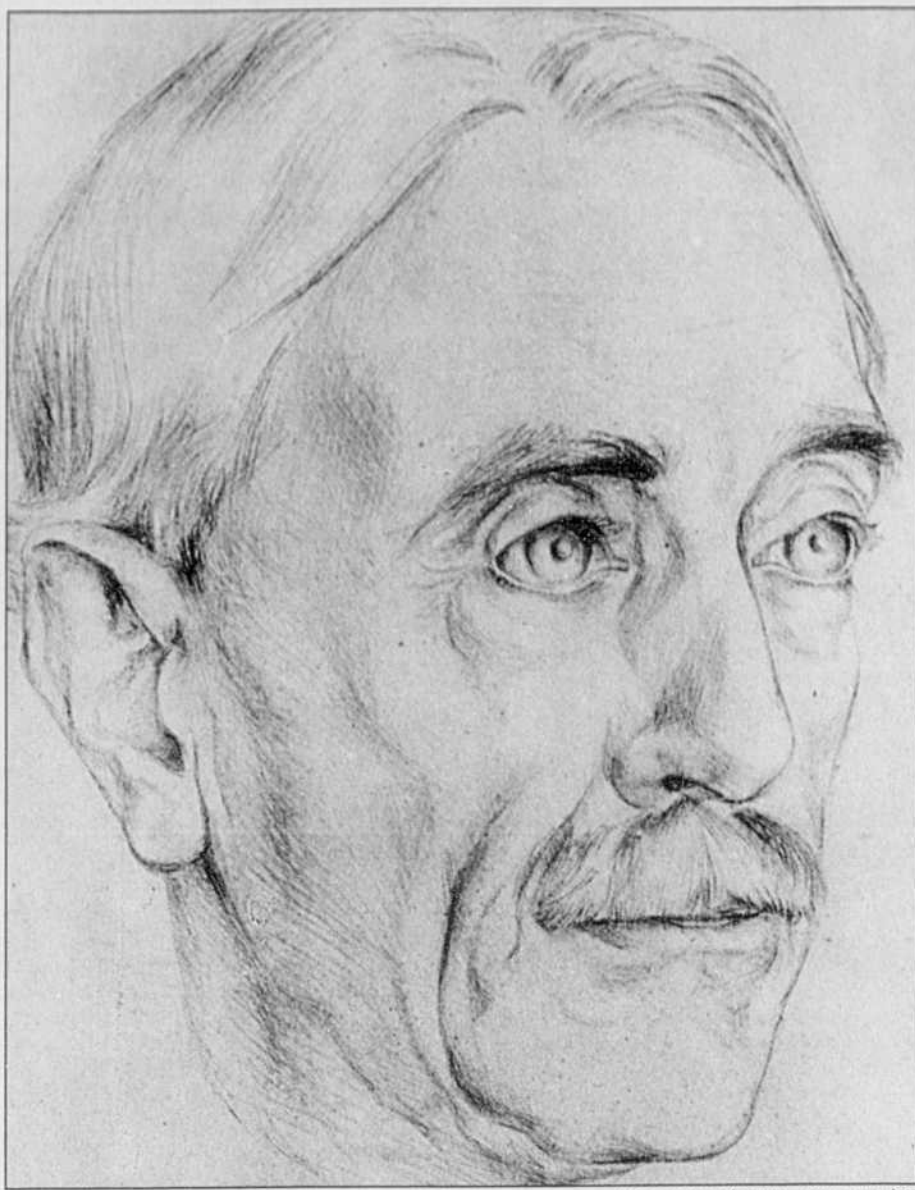
Une épidémie de choléra se déclare bientôt dans le Midi, et Sète est une des villes particulièrement éprouvée. Il fut donc avec père et mère pour rejoindre son frère qui fait son droit à Montpellier. C'est au lycée qu'il a la révélation de l'absurdité de l'enseignement institutionnalisé. Il a à propos de l'éducation cette pensée qui a encore une terrible résonance: «Car il s'agit d'emprunter et non plus d'acquérir des connaissances, d'emprunter ce qu'il faut pour passer le baccalauréat. Le diplôme donne à la société un fantôme de garantie et aux diplômés des fantômes de droits.» Il devient avocat comme son frère mais ne pratiquera pas. Sa grande culture est celle d'un autodidacte. Il lit beaucoup et va au concert.

Paul Valéry fait ensuite son service militaire durant un an. Il a la chance d'être en garnison à Montpellier. Au même moment, l'écrivain Pierre Louys est de passage dans la ville pour le sixième anniversaire de fondation de l'université. Il fait donc la connaissance de Valéry et c'est le point de départ non seulement d'une grande amitié, mais c'est Louys qui introduira auprès d'André Gide.

L'irrespirable air provincial

L'air provincial de Montpellier devient soudainement irrespirable. Avec sa mère il monte à Paris et s'installe au 12, rue Gay-Lussac dans une petite chambre d'hôtel. Bien qu'avocat, ce qui n'est quand même pas rien pour l'époque, il ne trouve pas de situation. Finalement, Huysmans va lui conseiller de passer le concours de rédacteur au ministère de la Guerre, lui, le pacifiste. Il est admis en mai 1897, qui coïncide avec une grande période créatrice. Son idole c'est Mallarmé, il en sera le disciple favori. Cultivant l'amitié autour de lui, son affabilité lui vaudra du peintre De Gas le surnom de l'Ange. En 1898 Mallarmé meurt et Valéry doit prendre la parole. Il s'interrompt étreint par les larmes.

Il écrit à Gide: «J'ai pleuré comme un enfant». Le XX^e siècle naissant voit son mariage avec Jeannie Gobillard (elle mourra en 1970). Pas nécessairement une grande beauté mais suffisamment intéressante pour inspirer le pinceau d'Auguste Renoir qui l'immortalisera sur une toile. Au cha-



Portrait de Paul Valéry par Madame de Wrede.

TIRÉ DE LES GÉANTS—PAUL VALÉRY

pitre femme il sera le parfait exemple de l'homme déchiré entre la maman et la putain. A 19 ans il se décrit à travers son héros du *Conte vraisemblable*: «La femme il l'avait tantôt considérée en débauchée, tantôt en mystique, tantôt en esthète. Et son malheur voulait que jamais il n'avait trouvé l'union entre la chair possédée et la chimère du moment. [...] Il trouvait une sainte quand il désirait une belle viande (sic) car au désir exaucé son esprit en substituait instantanément un autre. Tout cela l'aigrissait contre les femmes.»

Peut-être la fréquentation de belles du jour est-elle pour quelque chose dans cette perception singulière. Avec sa femme la passion n'est pas torride. Loin de là. D'ailleurs, durant leur voyage de noces en Hollande et en Belgique, il a regretté de n'avoir pas pu trouver le temps d'aller au bordel à Anvers. Mais Jeannie a le mérite de croire en lui. Elle lui joue du piano et sait apaiser, sans doute par la musique, les

errances de ses humeurs.

En 1917 paraît *La Jeune Parque*, ce poème fleuve de 510 alexandrins qui est à la poésie ce qu'est à la peinture la Joconde de Vinci (peintre à qui il consacra un essai) ou la *Tocatta et fugue en ré mineur pour orgue* de Bach pour la musique. Un monument du patrimoine artistique mondial. Des vers voluptueux, sensuels et très musicaux qui lui attireront immédiatement la renommée. Il répète l'exploit en 1920 avec *Le cimetière marin*.

L'emploi idéal

Peu de temps après son mariage il entre comme secrétaire particulier du directeur de l'agence de publicité Havas. Un poste qui ne l'occupe que de 4 à 5 heures par jour et lui laisse le temps de rêver. La mort de son patron en 1922 vient mettre un terme à cette quiétude professionnelle. Dès lors, fort de la reconnaissance du monde des lettres, il vivra de ses écrits.

Le mythe en héritage

De nombreux défis attendent la Birmane Aung San Suu Kyi

YVES PRESCOTT

Journaliste pigiste

Il faudra probablement un certain temps avant de connaître les raisons véritables ayant motivé la junte birmane à libérer Aung San Suu Kyi. Aung San Suu Kyi est l'héritière d'un mythe riche, celui de son père, le héros de l'indépendance birmane, le Bogoyoke Aung San. Pourtant, la vie du Bogoyoke a de quoi laisser songeur. Durant la deuxième guerre mondiale, il se rallie aux fascistes japonais, convaincu que la grande puissance amie les libérerait des Britanniques tant hais. Après avoir réalisé les enjeux d'une malencontreuse association et après avoir été décoré par les Nippons, Aung San devient l'allié des Britanniques contre l'empire du soleil levant. C'est ce que sa fille appellera par la suite «le pragmatisme politique de son père». Il s'agit là d'une des réflexions figurant à une plaquette biographique publiée en 1984, exercice visant à découvrir un homme qu'elle n'a pas véritablement connu.

Le culte de Aung San repose en partie sur le fait qu'il ait été assassiné après avoir négocié le processus d'indépendance mais aussi sans avoir véritablement gouverné; nulle accusation de corruption et de mauvaise administration ne peut lui être adressée, ce qui contribue largement à élargir la légende qui l'entoure. Par surcroît, Aung San fut le père de l'armée nationale, seule entité capable de symboliser le pays nouvellement affranchi. Certains autres compagnons et héros de la lutte pour l'indépendance le remplaceront éventuellement à la tête du pays; U Nu brillera par son incompétence alors que Ne Win deviendra synonyme de despotisme sanguinaire.

Ces antécédents familiaux amènent Aung San Suu Kyi à s'intéresser à d'autres leaders asiatiques qui auront lutté contre les puissances coloniales. Elle cache mal son admiration pour les intellectuels indiens de tout acabit, dont évidemment Nehru. Cela ne surprend guère, surtout si l'on sait à quel point Aung San et sa famille étaient près des Nehru-Gandhi. L'admiration vole souvent les sens critique des individus, ce qui empêche



La détentrice du prix Nobel Aung San Suu Kyi.

Suu Kyi de reconnaître certaines erreurs de jugement monumentales de la part du leader indien. C'est incidemment Pandit Nehru qui tenta de rassurer le jeune Dalai Lama inquiet de l'invasion progressive de son pays par l'armée chinoise depuis 1950. Nehru, faisant preuve d'angélisme politique, affirme que les Chinois sont des gens raffinés et qu'il est certainement possible de trouver un *modus vivendi*. Ce *modus vivendi* se solde par un million de morts et la destruction systématique du patrimoine culturel-religieux du Tibet par les communistes chinois. La famille Nehru n'est peut-être pas non plus le meilleur exemple de la démocratie en Asie. Effectivement, le pouvoir politique en Inde (la plus grande démocratie au monde) a été une affaire de famille de façon pratiquement ininterrompue à partir de l'indépendance jusqu'à la fin des années 80. Seul l'assassinat du petit-fils de Nehru, Rajiv Gandhi, vint clore la destinée de cette dynastie en 1991.

Citoyenne du monde

Outre son intérêt pour la politique asiatique, il faut souligner le fait qu'Aung San Suu Kyi possède une vision du monde riche d'expériences de vie tant au Bouthan, en Inde, en Angleterre qu'aux Nations unies. Mais c'est précisément le cadre feutré des

universités sélectes et des missions diplomatiques où elle a évolué qui risque de lui avoir fait perdre contact avec la réalité quotidienne de son peuple misérable. Les allocutions de la dissidente sont de longues exhortations à implanter la démocratie au Myanmar. Si ces discours sont accueillis avec enthousiasme par les foules de ce pays, l'un des cinq peuples les plus pauvres de la planète, on constate que le message véhiculé reste relativement vague et académique. Le terme démocratie étant un terme ambigu (Kampuchéa démocratique) et risquant d'être défini de mille façons souvent contradictoires. Outre le thème de la démocratie, ceux de la non-violence et d'unité raciale sont repris dans presque tous les discours de Suu Kyi avant son assignation à résidence; c'est précisément la question raciale qui demeure l'un des plus graves problèmes à court terme.

La Birmanie-Myanmar, de par sa complexité ethnique, n'a rien à envier à l'ex-Yougoslavie ou l'ex-URSS. Le pays fut tour à tour le théâtre d'émeutes anti-indiennes, anti-chinoises, d'un long conflit armé avec les Karens (montagnards christianisés), d'émeutes anti-musulmanes, etc. Lorsque cet antagonisme ne se traduit pas par la violence, elle trouve sa place dans les dictons populaires racistes: «Si tu rencontres un Arakanais et une vipère, tue d'abord l'Arakanais». Cette méfiance est suffisamment aiguë pour que, dans le passé, on eût déguisé des Birmans en minorités ethniques lors des parades des fêtes nationales. Ces minorités sont difficiles à ignorer, surtout que leur territoire couvre près des trois quarts du pays et qu'elles représentent environ la moitié de la population de l'union.

En plus de l'épineuse question des minorités, on peut aussi craindre un virage vers le capitalisme sauvage. Le problème de la prostitution, par exemple, pourrait soudainement faire surface: les *sex-tours* dans un pays encore peu touché par le sida pourrait devenir source de compétition pour la Thaïlande et les Philippines. Cette source de devises fortes (c'est-à-dire le yen) pourrait aider à «remonter» la côte, mais ramènerait aussi le spectre des Japonais qui n'ont pas encore été pardonnés pour leur régime barbare durant la Seconde Guerre mondiale.

La prostitution évoluerait harmonieuse-

ment avec le commerce tous azimuts de l'opium; ce négoce est déjà solidement établi sous le régime militaire et on ne peut que craindre que le chaos créé par un changement soudain de régime politique n'invite les mafias à s'installer encore plus confortablement et à remplacer la dictature militaire. Si les contacts terrestres et maritimes sont restreints et ont joué à la faveur de la junte militaire birmane, cette même réalité pourrait aussi ralentir la mise en place de relance économique saine tout en assurant une marge de manœuvre appréciable aux barons de la drogue.

Cette réalité forcerait le nouveau régime à garder une armée forte. Il serait d'autre part étonnant que la démocratie naissante n'approuve une réduction considérable des forces armées tant pour des raisons de sécurité interne qu'externe. Effectivement, la Chine voisine pourrait tenter de gagner à nouveau du terrain en invoquant le fait que l'Empire du Milieu a de tout temps exercé une suzeraineté sur les Birmans. Même sous la dynastie Alaungpaya (XVIII^e et XIX^e siècles), on reconut l'assujettissement à la Chine, c'est du moins ce que soutiennent les historiens chinois.

Aung San Suu Kyi bénéficie d'un vide politique pour s'imposer comme symbole d'un désir de changement radical. Ce changement radical, pour une nation aussi pauvre, s'accommodera mal de procrastination et devra reposer sur un grand pragmatisme. Il faut aussi se demander jusqu'où la détentrice du prix Nobel et du prix Sakharov est prête à aller dans la voie du «pragmatisme». Sans prétendre que la célèbre dissidente soit motivée par la mauvaise foi, on peut craindre que la voie de la démocratie n'aboutisse à rien, ce qui au demeurant ne peut être pire que la performance du régime encore en place. On pourra aussi garder Aung San Suu Kyi comme figurante d'un tableau confus où rien ne change véritablement; cette dernière pouvant «en temps propice» disparaître lors d'un accident douteux...

Comme pour le Tibet, la souffrance du peuple birman passera sans doute au second plan au palmarès des tragédies mondiales; le Myanmar ne produit hélas aucun produit de consommation nécessaire à l'équilibre économique du globe.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Konrad Yakabuski, Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Pré-court (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélaïr (responsable), Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoit Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (carticaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Claude Petit (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Jeanne-D'Arc Houde (secrétaire à la direction). **LA DOCUMENTATION**: Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ**: Lucie Pinsonneault (directrice), Yves Williams (superviseur, avis publics et annonces classées), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Miscovic, Jacques A. Nadeau, Micheline Ruellan, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Michèle Bouchard (secrétaire). **L'ADMINISTRATION**: Henry Riedl, c.m.a. (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. **LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE**: Christiane Benjamin (directrice), Johanne Brien (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. **LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES**: Louise Gagné (directrice), Chrystian Guy (superviseur à la promotion des abonnements). **LA PRODUCTION**: Jocelyn Arsenault (directeur de la technologie et des approvisionnements), Marie-France Turgeon (directrice de la production), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Caroline des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zaida. **LE CONSEIL DU DEVOIR INC.**: Marcel Couture (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Un dimanche de bord de mer

Qu'est-ce qu'il y a de plus quand c'est dimanche?

La radio annonçait de l'orage et toute la journée le vent avait tourné.

Après cette nuit de la pêche aux cages, avec Lulu installée chez nous depuis quelques jours, nous nous étions rendus chez Isabelle et Serge pour faire cuire les tournedos que Gina avait achetés la veille. Eux ont un barbecue au gaz et le dimanche midi, ce qu'il y a de bien, c'est qu'on est certain de trouver les gens chez eux.

T'es sûr qu'on va manger ça? C'est foncé, hein... Jus qu'au sang qui n'est pas vraiment rouge.

C'est connu, Serge a peu d'appétit à l'heure du lunch. Pourtant les cinq tournedos qui finissaient de décongeler sur le comptoir de la cuisine ne me disaient rien qui vaille à moi non plus. J'en étais à ma troisième expérience avec la viande de phoque.

D'abord, c'avait été une conserve venue de Terre-Neuve qui m'avait laissé un goût un peu quelconque dans la



Pierre Gobeil

bouche... et puis, quelques étés plus tard, une journée où tous les trois, avec Voisine encore, nous avions pris notre courage à deux mains pour nous attabler à un restaurant qui l'avait mis au menu...

Peu de choses à dire. Mais dans les deux cas une forte impression d'être passé à côté.

«Le phoque, on a tendance à vouloir en masquer le goût...»

C'est Joe Cinquante qui m'avait dit ça lorsque, comme gardiens, nous passions des semaines ensemble à l'île Brion. Il prenait sa bière en faisant la cuisine et j'avais droit à toutes sortes de commentaires sur l'art de préparer les plats.

C'était l'été 1990.

Ce dimanche, à la console de cet immense barbecue qui prenait toute la place, je constatais que les tournedos changeaient de couleur et même si chacun y était allé de son «plutôt cuit que moins, on ne sait jamais...» le crépitement de la cuisson, les brisures qui brillaient et les verres de rouge finissaient par nous mettre en appétit.

La journée était belle et la salade venait dans la même assiette puisque c'était midi. La radio jouait *Pourquoi donc as-tu brisé mon cœur?*... une peine d'amour qui ne nous touchait pas, devant la mer au soleil, à l'abri

puisque le vent avait cessé de tourner.

«C'est la meilleure chose que j'aie mangée de toute ma vie!» Encore une fois, c'est Serge qui parle. Et si, de nous cinq, il avait été celui qui avait le plus d'appréhension devant la viande noire, maintenant il était heureux d'avoir trouvé ça bon.

— On s'habitue...

— Oui, on s'habitue.

— C'est vrai que ça goûte un peu le foie, mais la texture, une fois cuite, n'est pas si loin de la viande de bœuf.

— Quand on en a mangé à l'auberge, pour tout dire, ça goûtait rien.

— A l'île Brion, Cinquante disait qu'aujourd'hui on avait plutôt tendance à maquiller.

Nous avions terminé le repas par des fraises qu'on avait déposées sur une assiette de crème et c'était venu dire, une autre fois, l'été.

— Vous connaissez le nouveau snobisme pour le homard cette année? Il paraît qu'il faut raconter «qu'il est un peu sucré».

— L'an dernier, je me rappelle, c'était «un petit goût d'amande».

— Et l'an prochain?, lance Serge du bout de la table.

Que goûtera le homard l'an prochain?, répète-t-il encore pendant que chacun y va de ses suppositions.

Gina: la vanille.

Isabelle: la menthe, mais juste un peu.

Lulu: la citronnelle peut-être?

Serge: le pétrole de l'Irving Whale.

Et moi, pour continuer sur cette lancée de mâle négatif: l'an prochain on n'aura pas les moyens de s'en payer puisque les Japonais auront tout acheté.

Le reste de l'après-midi, nous étions allés marcher jusqu'au quai. Il y a beaucoup de monde en bas quand c'est dimanche. Les pick-ups des pêcheurs arrivaient lentement, tournaient à 180 degrés et repartaient en remontant la côte, comme ils étaient venus. Sans trop savoir pourquoi et comme on fait un lendemain de fête.

Les radios qui jouaient annonçaient encore de l'orage mais le ciel est clair et on ne sait plus à qui se fier.

Les gens rentraient de la plage. En chemin, on voyait des serviettes de couleur sur les cordes à linge.

C'était hier.

PRISON *Le pouvoir de l'image*

SUITE DE LA PAGE 1

petit cambrioleur, la «dope», l'agressivité chevillée au corps, la haine des autres et de lui-même. Il arrive de loin, Guy.

La réhabilitation. Grand mot auquel plus grand monde ne croit, quand la majorité des Canadiens appelle au rétablissement de la peine de mort. Sauf que ça marche vraiment, des fois. Et que ça vaut certainement le coup d'essayer. C'est même le sujet du documentaire qu'est en train de tourner Lina B. Moreco avec trois hommes condamnés pour meurtre qui, non seulement s'en sont sortis, comme on dit, mais auraient des leçons de force de caractère et de maîtrise intérieure à nous donner.

Ca s'appellera *La Mort des masques*. Les masques, étant ces personnalités factices que l'individu se greffe pour mieux survivre dans les milieux difficiles comme les pénitenciers, où toute faiblesse apparente peut causer la perte. Lina a passé trois ans sur sa recherche. Elle m'explique qu'elle avait peur de la violence au départ, qu'elle a eu envie de l'explorer pour mieux s'en défendre. Le film constitue une sorte d'exorcisme. Mais sur sa feuille de route documentaire, elle s'est déjà penché sur l'inceste, sur les enfants mésadaptés socio-affectifs, sur le sida des itinérants. Elle croit au pouvoir de l'image. «Je pensais qu'un jour je ferais quelque chose contre les gars violents et aujourd'hui, je réalise un film pour eux», s'émerveille la cinéaste.

Lina B. Moreco se dit consciente que dans une société en mutation comme la nôtre, où la famille éclate et où les enfants réagissent par la violence aux tensions et aux vides de leur vie, il faut que la collectivité se mobilise pour aider ses jeunes, se fixe des idéaux, arrête de tourner dans le vide.

Guy me reçoit dans l'appartement qu'il partage avec sa blonde. Leur bébé de six semaines, Maude, gazouille dans son berceau. «C'est doux, hein!», lance-t-il en la caressant tendrement. Il a un beau visage gentil, un anneau à l'oreille, des tatouages partout, dont une mitraillette sur le biceps, et un papillon sur la clavicle. Ça fait moins d'un an qu'il est sorti de prison, mais il doit encore dormir les soirs de semaine dans une maison de transition. En attendant, il poursuit ses études à l'université en archéologie, fait de la plongée sous-marine, se propose de faire sa maîtrise, câline le bébé, entoure sa blonde. Le portrait idyllique.

Ils sont rares les détenus à lourde peine qui s'en sortent. Guy est arrivé à Archambault six mois après l'émeute, le climat n'était pas au beau fixe. Les gardiens envoyaient le gaz lacrymogène cinquante fois par semaine sur les détenus. Les batailles éclataient à tous propos. Guy n'avait qu'un seul rêve: s'évader. Il a même simulé la folie pour être transféré à l'Institut Pinel, mais finalement, ne goûta pas l'expérience. Retour à Archambault.

Que faire pendant toutes ces années d'ombre? Guy ne se croyait pas doué pour les études. Erreur. Il était de la graine d'intello. Quand il a accepté finalement de participer au programme de formation, le goût de lire lui est venu. Surtout qu'un de ses professeurs aimait Saint-Exupéry et lui a refilé la piqure. Le reste s'est enchaîné: les études, la rencontre avec Sylvie qui est venue lui rendre visite en prison, et avec qui il est tombé en amour, qui l'a attendu. Ça dure depuis. En prison, tu as le temps de te connaître, de te désirer, de te respecter avant la mise en ménage. Ça cimente un couple.

Comment combattre la violence?, je lui demande. «Changer ton sentiment de culpabilité en sentiment de responsabilité», répond Guy sans hésiter. Sans la culpabilité, tu ne peux pas évoluer, mais si tu ne la dépases pas ensuite, tu souffrance devient une entrave. «Il dit qu'il faut grandir, développer une intériorité, ajoute que malgré tout ce qu'on en pense, un pénitencier peut être un cadre de formation presque individualisé, où les rares détenus qui ont envie d'étudier sont traités aux petits oignons par les professeurs. Que dans un tel lieu de souffrance, on peut apprendre à s'élever au-dessus de ses problèmes, que le malheur est aussi en soi une école.

«Moi, j'ai compris qu'être en prison, ce n'était pas nécessairement la fin de la vie mais parfois le début de quelque chose, me dit Guy. Quand tu atterris dans un milieu où tu ne reçois aucune valorisation, il faut que tu puises la force en toi-même, que ton agressivité, tes pertes de contrôle, ta souffrance, tu les laisses passer à travers toi au lieu de les refouler.» C'est pourquoi, il a décidé de prendre la parole devant les caméras, de raconter son histoire. Pour dire que du cercle vicieux de la violence, on peut s'évader.

«Si je n'avais pas été incarcéré, où serais-je aujourd'hui? me demande-t-il. Peut-être mort, peut-être aurais-je tué cent personnes.» C'est pourquoi Guy a voulu raconter son histoire à la caméra, puis aux journalistes. Si ça peut en aider d'autres...

TOURISME *D'abord les hôtels chics*

SUITE DE LA PAGE 1

Le Stade olympique et sa tour d'observation ont gagné en popularité cette année. Ainsi, 99 303 visiteurs y ont mis les pieds du premier juin au 17 juillet 1995, contre 85 483 l'an dernier.

Le musée Pointe-à-Callière a enregistré une légère hausse du nombre de visiteurs en juin: 20 300 personnes y sont allées contre 19 000 l'an passé. Le Centre d'histoire de Montréal affiche également des résultats encourageants: 21 % d'augmentation depuis le début de l'année. Toutefois, le mois de juillet ne promet pas autant. «Si la tendance se maintient, remarque Anne-Marie Collins, agente culturelle, je ne pense pas que juillet soit aussi bon que l'année passée. Le mois de juillet 1994 avait été exceptionnel.»

Cette tendance au ralentissement dans l'activité touristique ne se vérifie cependant pas dans les hôtels, qui sont en voie de connaître un mois de juillet phénoménal. Normalement, au Reine-Elizabeth, juillet est l'un des mois les plus creux. «L'an dernier, le taux d'occupation des chambres était de 60 %. Cette année, nous sommes dans les hauts 70 %», commente Didier Rabette, directeur régional des ventes et du marketing. Juin a été tout à fait exceptionnel également, puisque le taux d'occupa-

tion y était de 88 %, contre 78 % en 1994.

Mais il paraît que le touriste de passage à Montréal affectionne particulièrement les hôtels chics. «Plus l'hôtel est cher, plus le taux d'occupation y est élevé», soutient Pierre Bellerose. Il faut donc voir du côté des établissements plus modestes.

Le Lord Berri connaît une augmentation de son achalandage encore plus spectaculaire que le Reine Elizabeth. Son taux d'occupation est de 20 % plus élevé en juin 1995 qu'en 1994. Le mois de juillet promet d'être similaire — ou un peu plus élevé — à celui de l'an dernier, soit 80 %. L'hôtel du Parc était plein à 90 % l'an dernier, il l'est à 96 % ce mois de juillet.

La grève qui sévit depuis presque un mois au casino de Montréal ne semble pas affecter le tourisme. «Montréal n'est pas une destination casino, dit Pierre Bellerose, quand le casino est fermé, ils viennent quand même.»

La proportion d'Américains, d'Européens et de Canadiens en visite à Montréal tend à demeurer la même. Les neuf millions de visiteurs annuels de Montréal proviennent à 33 % du Québec, à 25 % du Canada, à 25 % des États-Unis et à 15 % de d'autres pays, surtout d'Europe. Toutefois, la proportion d'Européens tend à augmenter, ainsi que le nombre d'Américains habitant à plus de 800 kilomètres de Montréal.

CHUTE *Un début*

SUITE DE LA PAGE 1

espaces ouverts au pied de la chute. L'arrivée d'au moins 22 500 personnes à l'intérieur du site payant avait certainement de quoi donner le sourire aux promoteurs de l'événement, Marcel Dallaire et Frank Furtado.

Dès l'éclatement des premiers pétards servant, toutes les cinq minutes, de compte à rebours vers l'heure fatidique, on sentait que l'utilisation des falaises comme rampes de lancement donnerait un spectacle une envolée unique en son genre. Mais pendant que l'annonceur maison préparait la foule sur un ton assez inusité, on ne se doutait pas encore de toute la variété d'effets et de la grande subtilité du travail pyrotechnique à venir.

Lancée en grande pompe sur une chanson de Queen interprétée par le London Philharmonic Orchestra, la prestation de la firme Parente donnait rapidement la mesure du potentiel de la chute Montmorency comme lieu de feu, mais aussi de tout le travail nécessaire pour assurer sa mise en valeur. Au total, l'équipe italienne utilisait huit rampes de lancement: deux sites principaux situés de chaque côté du haut de la chute, des feux fixes placés le long du grand escalier panoramique, le pont suspendu au-dessus de la chute, ainsi que des points de lancement et des feux fixes au ras de l'eau.

Avec tout cet arsenal, le spectacle italien pouvait passer d'un ballet essouffant laissant à peine le temps d'être ébloui, à des fusées montant avec une lenteur gracieuse vers le ciel nocturne, comme portées par les élan de voix de Pavarotti lui-même. D'un côté, on avait l'éclat ra-

pide et éblouissant auquel on s'attendait surtout. De l'autre venait une grâce et une élégance qu'on voit moins, mais qui est aussi l'apanage de ces fêtes de la lumière.

Avec les pièces lancées en bas de la chute et surtout, la coulée de feu qu'on faisait glisser sur les eaux à partir du pont suspendu, la fumée est aussi devenue un allié imprévu des artificiers. Même si ces artisans de l'explosion pacifique devaient pester contre sa présence plus forte que d'habitude, il reste que les grands nuages suscités par leurs élan pyrotechniques venaient ajouter une dimension supplémentaire aux feux, ajoutant à leur relief et diffusant leur lumière. Vu des estrades, tout au moins: les spectateurs placés du côté est du site, là où le vent poussait la fumée, devaient probablement trouver ça moins drôle.

Comme il se doit, l'équipe italienne avait gardé ses effets les plus sonnants pour la finale, pour la chute, en d'autres mots. C'est là que les bombes étaient les plus grosses et les plus éclatantes, mais aussi que l'espacement des deux principales rampes devenait un avantage remarquable: sur *L'Arlesienne* de Bizet, une pétarade de grands feux provenait de la gauche pour souligner la fluidité du mouvement musical, tandis que de plus grandes fusées sortaient de la droite périodiquement pour venir ponctuer le rythme avec précision.

Quand on se dit que ce n'était là qu'un début et que les autres artificiers auront eu l'occasion d'observer le travail de leurs collègues pour améliorer leur performance, le remarquable élan d'ouverture donnait un indéniable goût de revenir encore et encore s'éclater au pied de la chute.

Une saisie compromet 2800 amis du cartel de Cali

Bogota (Reuter) — La police colombienne a saisi des documents et des disquettes informatiques dans une planque d'un des barons du cartel de Cali, compromettant environ 2800 hommes politiques, sportifs, officiers de l'armée, journalistes et magistrats, rapportait hier une télévision locale et un magazine.

L'hebdomadaire *Semana* affirme que la police, qui a effectué le week-end dernier une descente dans un appartement de Cali dans l'espoir d'arrêter le chef du plus important cartel de cocaïne du pays, Miguel Rodríguez Orejuela, a découvert une liste de personnes qui recevraient de l'argent des barons de la drogue.

Parmi les hommes politiques figurant sur cette liste se trouveraient d'anciens dirigeants du Parti libéral au pouvoir, qui auraient reçu de l'argent en échange d'avantages accordés au cartel de Cali.

L'ensemble de la somme versée s'éleverait à 4 millions de dollars US par mois, selon la chaîne de télévision *Hoy*.

RENFORTS *Provocations*

SUITE DE LA PAGE 1

sont ce dont nous avons besoin», a déclaré un représentant de l'ONU qui a souhaité garder l'anonymat.

Des journalistes présents à Vitez ont noté hier une activité importante dans les rangs britanniques de la force multinationale.

(A Dakar, le président français Jacques Chirac a confirmé que des éléments de la FRR avaient fait mouvement en Bosnie et assuré que les forces internationales ne subiraient plus d'attaques comme celle qui a entraîné la mort de deux Casques bleus français.)

Environ 500 soldats français de la Force de réaction rapide (FRR) ont quitté hier après-midi leur camp des montagnes de l'ouest de la Bosnie-Herzégovine pour aller appuyer, avec 400 artilleurs britanniques, les Casques bleus du secteur de Sarajevo, a constaté un envoyé spécial de l'AFP.

Les quelque 500 soldats appartiennent à trois unités de la Légion étrangère et constituent près de la moitié du bataillon français de la brigade mobile multinationale qui est la seule des trois composantes de la FRR déjà déployée en Bosnie-Herzégovine.

Les deux autres composantes sont la 24e division aéro-mobilité dont certains éléments sont arrivés jeudi à Ploce, un port de la côte adriatique croate et une brigade de réserve

stationnée sur le territoire français.

Les légionnaires français ont quitté le camp de Trebisevo peu après 17 heures locales et ont emprunté la «piste diamant», un chemin forestier que les Casques bleus britanniques ont élargi en 1993 et qui conduit à travers les montagnes de Tomislavgrad près de la frontière croate jusqu'à Vitez, via Gornji Vakuf, deux localités de Bosnie centrale, où sont stationnés les soldats britanniques de la FRR.

Nouvelles provocations serbes

Dans la nuit de samedi à dimanche, les Bosno-Serbes encerclant la capitale bosnienne ont mené des attaques contre un convoi humanitaire de l'ONU et une base française de Sarajevo, tuant deux Casques bleus et blessant trois autres soldats de la paix, tous français.

Sur les 10 000 hommes que doit compter à terme cette brigade d'intervention rapide, 3000 Britanniques, Français et Néerlandais ont installé leurs quartiers en Bosnie.

Le déploiement de pièces d'artillerie supplémentaires à Sarajevo pousserait la puissance de feu des Casques bleus assurant la défense de la capitale — «zone de sécurité» placée sous la protection des Nations unies — qui repose pour le moment sur des mortiers de 120 mm et des canons de 90 mm

installés par la France.

Le 19^e régiment de campagne de l'artillerie royale britannique présent en Bosnie est équipé de douze canons de 105 mm d'une portée de 16 km. Les unités néerlandaises disposent de leur côté de mortiers lourds.

Selon des officiers britanniques présents à Sarajevo, les pièces d'artillerie peuvent être transportées par hélicoptère ou sur des véhicules spécialement aménagés.

Compte tenu de la puissance de feu aérien des forces serbes encerclant Sarajevo, il est probable que les éléments britanniques rejoignent la capitale par la route.

Les Serbes ont déployé des centaines d'armes lourdes tout au long des collines entourant Sarajevo, menaçant les forces de l'ONU ou de la FRR tant pendant leur trajet vers la capitale qu'une fois installées dans la ville.

Vendredi, les seize États contributeurs aux forces de l'ONU en ex-Yougoslavie les ont menacés de riposte «substantielle et décisive» en cas d'attaques sur Gorazde.

Les forces de Pale n'ont certes pas lancé d'offensive contre cette enclave de Bosnie orientale, mais ont déclenché des bombardements contre des civils et des Casques bleus à Sarajevo et dans les autres «zones de sécurité» de Bosnie.

Nouvel avertissement

Des émissaires des gouvernements français, britannique et américain ont directement averti hier les dirigeants serbes de Bosnie que «les attaques des zones de sécurité ne seront plus tolérées», a annoncé hier soir un communiqué du ministère français des Affaires étrangères.

Cet avertissement concerne toutes les zones de sécurité et plus particulièrement celle de Gorazde (est de la Bosnie) où une «action militaire» serbe conduirait «si nécessaire» à une riposte aérienne de l'OTAN et de l'ONU «à des niveaux sans précédent», ajoute le communiqué.

De source informée, ce message a été remis à Belgrade où il se trouve actuellement, au général Ratko Mladic, commandant des forces serbes bosniaques.

Le communiqué précise qu'«à la suite de la conférence de Londres et de la réunion consécutive de l'Alliance Atlantique, les gouvernements britannique, français et américain ont adressé un message aux dirigeants serbes de Bosnie pour s'assurer qu'ils prennent la pleine mesure des conséquences auxquelles ils s'exposent.»

Selon le communiqué, le message précise que «les attaques des zones de sécurité ne seront plus tolérées» même si «l'objectif demeure un règlement politique négocié du

conflit, qui tiennent compte des droits et intérêts de tous». «Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit», ajoute le communiqué.

Cependant, poursuit le texte, «il ne doit y avoir aucun doute que toute mesure qui deviendrait nécessaire pour renforcer ou ravitailler les contingents de la FORPRONU, en particulier ceux de Gorazde et des autres zones de sécurité, sera prise, y compris avec l'aide des unités de la Force de Réaction Rapide.»

Le texte lance un «avertissement, qu'en cas d'action militaire contre Gorazde, des actions aériennes significatives seront déclenchées.»

«Si nécessaire, ces actions seront portées à des niveaux sans précédent», poursuit le communiqué qui précise que «la FORPRONU et l'OTAN prennent à cet effet les mesures nécessaires.»

Le communiqué du ministère français des Affaires étrangères affirme que «les Serbes bosniaques ont été avertis que la mort de deux autres militaires français [dans la nuit de samedi à dimanche] donne une gravité particulière à cet avertissement.»

Les Serbes bosniaques «doivent comprendre que les actions nécessaires seront entreprises en riposte à des attaques partout ailleurs, y compris dans les autres zones de sécurité», conclut le communiqué.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / Télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / Télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559